

UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉTAT

SA NOTION ET SES RAPPORTS AVEC L'ÉGLISE

D'APRÈS CALVIN

ESSAI HISTORIQUE

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE

et soutenue publiquement le 26 Décembre 1900, à 4 heures

PAR

Marcel CADIX

« La foi et la religion... » sur toutes
choses doivent être libres, car elles gisent
non au corps mais au cœur, auquel ne
peut atteindre le plaisir des rois et des
princes. »

CASTELLION.



CAHORS

IMPRIMERIE A. COUESLANT, 1, RUE DES CAPUCINS

1900

UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉTAT

SA NOTION ET SES RAPPORTS AVEC L'ÉGLISE

D'APRÈS CALVIN

ESSAI HISTORIQUE

THÈSE

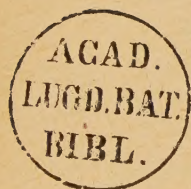
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE

et soutenue publiquement le 26 Décembre 1900, à 4 heures

PAR

Marcel CADIX



« La foi et la religion, . . . sur toutes choses doivent être libres, car elles gisent non au corps mais au cœur, auquel ne peut atteindre le plaisir des rois et des princes. »

CASTELLION.



CAHORS

IMPRIMERIE A. COUESLANT, 1, RUE DES CAPUCINS

1900

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

Examineurs de la soutenance :

M. ED. VAUCHER président de la soutenance.

MM. ED. VAUCHER,	}	Examineurs.
E. EHRHARDT,		
E. STAPPER,		

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

N° 302

SOURCES

Opera Calvini, édités par Baum, Cunitz et Reuss.

OUVRAGES CONSULTÉS

- DE BÈZE. *Les trois vies de Calvin*, de 1564, 1565 et 1575.
- MERLE D'AUBIGNÉ. *Histoire de la réformation du xvi^e siècle*. Genève 1848.
- A. RILLET DE CANDOLLE. *Relations du procès criminel intenté à Genève en 1553 contre Michel Servet*. 1884. Genève.
- Anthoine FROMMENT. *Les faits et gestes merveilleux de la cité de Genève*. Genève 1854.
- E. SAISSET. *Michel Servet, deux articles dans la « Revue des Deux-Mondes »*. 1848, p. 585-618 et 817-848.
- Félix BUNGENER. *Calvin, sa vie, son œuvre et ses écrits*. Paris, 1863.
- Amédée ROGET. *Histoire du peuple de Genève*. Genève 1870.
- BONNET. *Nouveaux récits du xvi^e siècle* : Castellion. Paris 1870.
- GUIZOT. *Les vies de quatre grands chrétiens français*: Calvin. Paris 1875.
- Encyclopédie Lichtemberger*. Articles Bolsec, Calvin, Genève, Servet. Paris 1877.

La France protestante. Par MM. Eugène et Emile HAAG.
2^e édition revue par Henri Bordier. Paris 1877.
Articles Bolsec, Calvin, Castellion.

Henri TOLLIN. *Michel Servet, portrait, caractère.*
Traduit par M^e Picheral Dardier. Paris 1879.

Ferdinand BUISSON. *Sébastien Castellion, sa vie et son œuvre.* Paris 1892.

M. EHRHARD. *Cours inédit sur la Morale Sociale du moyen-âge.*

E. CHOISY. *La Théocratie à Genève au temps de Calvin.* Genève 1897.

INTRODUCTION

Calvin, par l'énergie de sa volonté, la droiture de sa pensée religieuse, est une des personnalités dominantes du seizième siècle, ce siècle si riche cependant en talents et en grands caractères. Il a été réformateur, théologien, législateur, et, que l'on partage ou non ses idées, on est obligé de reconnaître combien profonde a été son influence sur son époque et sur celles qui suivirent. Mais, comme tous les novateurs, s'il a obtenu de son temps beaucoup d'admiration et de dévouements, il a dû subir aussi beaucoup d'attaques et d'outrages. Ses contemporains ont discuté et combattu avec une âpre passion sa personne et son œuvre.

Notre intention n'est point d'entrer dans la discussion d'un point spécial du système théologique de Calvin, et de venir après tant d'autres plus compétents apporter notre admiration ou notre critique. Mais Calvin n'a pas été seulement un dogmaticien ou un moraliste. Il a fait autre chose que des livres. Il a quitté la vie calme et silencieuse qu'il rêvait, pour se jeter au milieu des luttes sociales, et accepter avec une ferme décision la lourde responsabilité du Gouvernement spirituel de la ville de Genève, récemment affranchie du joug catholique. La tâche était difficile, car les Genevois se souciaient peu de conformer leur conduite aux principes de la Réforme. Ils aimaient leur existence licencieuse, et l'austérité les effrayait. Aussi est-il facile de comprendre l'opposition qu'ils firent à Calvin qui prétendait transformer leur mœurs et leur faire suivre à la lettre la « loi évangélique ».

Les adversaires de Calvin lui ont reproché d'avoir employé pour arriver à ses fins des moyens violents. Ils nous l'ont dépeint sous les plus sombres couleurs, et présenté comme un fanatique sectaire :

« Calvin, dit le P. Maimbourg, est le plus arrogant de tous les hommes, ne pouvant souffrir qu'on le contredit en la moindre chose, voulant exercer un empire absolu sur les autres ministres ses collègues qu'il regardait de haut en bas comme ses petits disciples ou même comme ses esclaves ¹. » Cette opinion représente celle de beaucoup de catholiques. Si l'on conteste leur impartialité, il est curieux de constater que Voltaire, qui ne laissait pas de tenir l'église romaine pour très haïssable partage la même manière de voir. « Calvin dit-il, avait l'esprit tyrannique. Il avait d'abord prêché la tolérance, mais il changea bientôt d'avis dès qu'il se livra à la fureur de sa haine théologique : il demandait la tolérance dont il avait besoin pour lui en France et s'armait de l'intolérance à Genève ². »

Pour les modernes, ils jugent Calvin aussi sévèrement : « Son grand vice, dit M. Dargaud est l'orgueil. Chose étrange et odieuse, cet homme qui n'existait que par la liberté de conscience, n'hésitait pas à l'immoler et à noyer son seul droit de vivre dans le sang de ses adversaires ; plus détestable en cela que l'inquisition parce qu'il était plus inconséquent, et qu'elle suivait son principe tandis qu'il manquait au sien. Tuer en effet ses contradicteurs était une monstrueuse anomalie. Le crime était sans doute moins grand au seizième siècle, mais il était toujours énorme pour Calvin, qui, s'il n'avait pas la sensibilité de la tolérance civile, était tenu, lui, qui n'était que par elle, d'en avoir au moins la logique ³. »

¹ Maimbourg. Histoire du Calvinisme. 1682, page 338.

² Voltaire. Essai sur les mœurs et l'esprit des nations. T. 3, p. 162 et 163.

³ A. Dargaud. Histoire de la liberté religieuse. T. 1, page 24.

« Il s'indignait de tout ce qui l'arrêtait dans sa marche vers le but, où il tenait ses regards constamment fixés, dit encore M. Sayous, qui ne peut être accusé de parti pris. Calvin fut un intolérant, d'une intolérance impitoyable. C'est là un fait incontestable, mais qu'il faut juger avec précaution¹. »

Nous retenons ce conseil.

La figure de Calvin appartient au passé. Elle se détache, à l'horizon de l'histoire, dans un éloignement assez grand pour nous permettre de la juger avec franchise et sincérité. Mais n'oublions pas qu'une personnalité, si puissante soit-elle, emprunte toujours à son milieu et à son époque, les éléments différents intellectuels ou autres qui les composent. Elle peut les transformer, et c'est ce qui lui donne son originalité, mais elle n'en subit pas moins leur influence.

De plus nous ne commandons pas aux événements : ils surviennent. C'est à nous, ou de nous laisser dominer par eux, ou de les plier à notre volonté. Calvin n'échappe pas à cette loi. Il a reçu de ses contemporains certaines idées que nous déterminerons. Et, comme c'était un caractère énergique, grandi encore par la persuasion sincère que sa conviction personnelle était la vérité absolue, il a impitoyablement soumis à son autorité, ou écarté de son chemin les hommes et les choses qui s'opposaient à la réalisation de son œuvre : c'est ce que nous montrerons.

Nous voudrions dans cet humble essai, considérer Calvin comme législateur et organisateur du gouvernement théocratique de Genève. Dans une première partie nous exposerons sa conception de l'état, en prenant nos renseignements dans ses écrits mêmes. Dans une seconde nous essayerons de montrer l'application de ses idées aux faits et leurs conséquences.

¹ Sayous. Les écrivains de la Réformation : Calvin, p. 102.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

« DU GOUVERNEMENT CIVIL »

Les réflexions de Calvin¹ l'avaient conduit à n'admettre pour sa conscience que la seule autorité de la Bible. Montrer comment l'homme, par la révélation des livres saints et la grâce de Dieu possède le salut sans l'intermédiaire des successeurs de Saint Pierre. Tel est le but que s'est proposé le réformateur dans son institution chrétienne.

Une question se posait.

L'homme est convaincu de son salut. Il est persuadé qu'il est en paix avec Dieu. Quelle sera sa conduite dans les affaires publiques, car il ne doit pas songer à fuir le monde dans le silence et l'ombre de quelque cloître, selon l'idéal de la morale catholique. Pour être chrétien, il n'en appartient pas moins à un certain pays, patrie d'adoption ou de naissance où il vivra sa vie, en rapport journalier avec ses semblables. Il est donc citoyen d'un état, par conséquent obligé d'agir conformément aux lois qui assurent le bon ordre et la tranquillité.

Ce principe Calvin l'admet. Mais il juge prudent avant de le développer, d'en établir la légitimité, car plusieurs, en particulier les anabaptistes, les anarchistes de cette époque, le contestaient. Ils prétendent, qu'« ils oyent une liberté estre promise

¹ Nous croyons inutile de donner des détails biographiques sur les premières années, les études et la conversion de Calvin. car les livres qui traitent ces questions sont nombreux. Elles sont d'ailleurs étrangères à notre sujet. Qu'il suffise de savoir que Calvin étudia très fortement la jurisprudence à Orléans avec Pierre de l'Etoile et à Bourges avec Alciat.

en levangile, laquelle ne recoynoist Roy ne maistre entre les hommes, mais se tient à un seul Christ ¹ » et rêvent d'une société où il n'y aurait « ne loi ne magistrats ny autres choses semblables par lesquelles ils estiment leur liberté estre empeschée. » Ici une distinction, est nécessaire. Cette liberté que nous donne le Christ, en croyant en lui, réside dans l'âme, dans l'homme intérieur, et c'est l'homme extérieur seul, qui est soumis aux lois d'un pays, ou pour employer l'expression de Calvin, « à l'ordonnance civile ». « Puis donc qui est une folie judaïque de chercher et enclorre le regne de Christ sous les elements de ce monde : nous plustost pensans, comme l'escriture apertement nous enseigne, le fruit que nous avons a recevoir de la grâce de Christ estre spirituel, prenons soigneusement garde de bien retenir en ces limites ceste liberté, laquelle nous est promise et offerte en iceluy Christ. Car pourquoy est ce que l'Apostre mesme qui nous commande de nous tenir fermes, et nous assuiettir au ioug de servitude (Gal. 5, 1) en un autre passage enseigne les serviteurs de ne se soucier de quel estat ils soyent ; sinon que la liberté spirituelle peust très bien consister avec servitude civile. (1 Cor. 7, 21. Col. 3, 22) ? Auquel sens pareillement faut prendre les aultres sentences de luy qui s'ensuyvent, qu'au règne de Dieu, il n'y a ne juif ne grec, ne masle, ne femelle, ne serf, ne libre. Item, il n'y a ne juif ne grec, ne circoncision, ne incirconcision, barbare, ne Scythien, mais Christ est tout en tous (Gal. 3, 28. Col. 3, 11). Par lesquelles sentences il signifie qu'il est indifférent de quelle condition nous soyons entre les hommes, ou de quelles nations nous tenions les loix, veu que le royaume de Christ n'est nullement situé entre toutes ces choses ². »

La distinction est donc nettement établie entre les deux royaumes, le royaume de Christ et le royaume

¹ *Calvini Opera*, édition Baum, Cunitz et Reuss t. IV col. 1126. Institution chrétienne livre IV, ch. 20, 1560.

² *Ibidem*, tome IV, p. 1127.

des hommes, mais de cette distinction, il ne s'ensuit pas que le gouvernement des affaires publiques ne saurait attirer l'attention des chrétiens. L'administration civile, est, il est vrai, très différente du règne spirituel et intérieur de Jésus-Christ, mais ils ne s'excluent pas. Qu'on nous permette de citer encore, car résumer ce serait affaiblir la pensée de Calvin, toujours exprimée en un si énergique langage. « Car iceluy règne spirituel commence desia sur la terre en nous quelque goust du royaume celeste, et en ceste vie mortelle et transitoire, quelque goust de la beatitude immortelle et incorruptible : mais le but de ce regime temporel est de nourrir et entretenir le service exterior de Dieu, la pure doctrine et religion, garder l'estat de l'église en son entier, nous former à toute equité requise à la compagnie des hommes pour le temps qu'avons à vivre entre eux, d'instituer nos mœurs à une justice civile, de nous accorder les uns avec les autres, d'entretenir et de conserver une paix et tranquillité commune. Toutes lesquelles choses ie confesse estre superflues, si le regne de Dieu, ainsi qu'il est maintenant en nous, esteind ceste presente vie. Mais si la volonté du Seigneur est telle, que nous cheminions sur terre cependant que nous aspirons à nostre vray pays : d'avantage si telles aides sont necessaires à nostre voyage : ceux qui les veulent séparer de l'homme, luy ostent sa nature humaine. Car touchant ce qu'ils alleguent, qu'il doit y avoir en l'église de Dieu une telle perfection, laquelle soit assez suffisante pour toutes loix : ils imaginent follement cette perfection, laquelle ne se pourroit iamais trouver en la communauté des hommes ¹. »

L'Etat est donc légitime. Quelle sera sa mission ? Il règlera les rapports entre les hommes, il sauvegardera leur propriété, et leur permettra une vie aisée en défendant leurs intérêts. « Toutesfois il n'appartient point à ce seulement, mais à ce qu'idolatrie, blasphemes contre le nom de Dieu et contre sa vé-

¹ *Opera Calvini*, tome 4, 1127 et 1128.

rité et autres scandales de la religion ne soient publiquement mis en avant, et semez entre le peuple. En somme qu'il apparaisse forme publique de religion entre les chrétiens et que l'humanité consiste entre les humains ¹. »

L'Etat n'empiètera-t-il pas sur la religion ? Calvin lui-même fait remarquer : « Et ne doit sembler étrange que je remets maintenant à la police la charge de bien ordonner sa religion laquelle charge il semble que l'aye ostée ci-dessus hors de la puissance des hommes. » Non. Il y a séparation entre le « règne du Christ » et le « gouvernement civil » parce que l'un s'adresse à l'âme, « l'homme intérieur, » et l'autre, au corps, « l'homme extérieur ² ». Mais étant donnée la situation dans laquelle nous nous trouvons sur cette terre, l'âme, n'est-elle pas intimement liée au corps ? Il en résulte donc l'union nécessaire de la religion et de l'état, union qui se comprend d'ailleurs, car pour le réformateur et ses contemporains, tous deux étaient d'institution divine.

Qui aura la suprématie ? La religion. Calvin admet incontestablement la supériorité de la religion. Ne répète-t-il pas, en maintes circonstances. « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. » Seulement il lui sera difficile, nous le verrons, d'imposer cette idée aux Genèveois, jaloux de conserver l'autorité politique.

Mais l'état n'est qu'une abstraction : examinons maintenant ses éléments constitutifs qui d'après Calvin sont : les magistrats, les lois, le peuple. « Or il y a trois parties : la première est le magistrat, qui est le gardien et le conservateur des loix. Le second est la loi, selon laquelle domine le magistrat. La troisième est le peuple qui doit estre gouverné par les loix et obéir au magistrat ³. »

Pourquoi Calvin suit-il cet ordre ? La raison en est simple. Il procède par déduction. Obéir à Dieu voilà le principe admis ; qui impose l'obligation de cette obéissance, le magistrat ; qui doit obéir, le peuple.

¹ *Opera Calvini*, tome 4, 1128.

² *Ibidem*, tome 4, p. 1126.

³ *Ibidem*, tome 4, p. 1129.

I

LES MAGISTRATS

Calvin rejette l'autorité papale pour n'accepter que celle de la Bible. Les livres saints pour lui dominent tout. Ils sont sa norme : aussi son premier soin en parlant des magistrats sera-t-il de prouver non seulement que les fonctions qu'ils sont appelés à remplir sont légitimes mais voulues par Dieu, et il appuie son assertion sur plusieurs textes de l'Ancien et du Nouveau Testament. C'est sa méthode ordinaire.

« Et pour le demonstrier en bref, ce que tous ceux qui sont constituez en preeminence sont appelez Dieux (Ex. 22-8, v. 82, etc.) est un tiltre qu'il ne faut pas estimer de legere importance : par lequel il est demonstté qu'ils ont commandement de Dieu, qu'ils sont autorisez de luy, et que du tout ils representent sa personne, estans aucunement ses vicaires. Et cela n'est pas une glose de ma teste, mais l'interpretation mesme de Christ : Si l'Escripture, dit-il, a appellé Dieux ceux ausquels la parolle de Dieu s'adressoit (Jean 10-35). Et qu'est ce cela autre chose sinon qu'ils ont charge et commission de Dieu, pour luy servir en leur office : et (comme disoyent Moyse et Josaphat à leurs iuges qu'ils ordonnoyent sur chacune cité de Juda. (Deut. 1, 16, 2 Chr. 19, 6) pour exercer iustice, non au nom des hommes, mais au nom de Dieu¹ ? »

L'histoire d'Israël n'est-elle pas la preuve vivante de la thèse que Calvin soutient ? David, Ezéchias et Josias, comment auraient-ils pu « obtenir des royau-

¹ *Opp. Calv.* tome 4, p. 1129.

mes, » s'ils n'avaient pas été soumis à la « loy de Dieu ? » Ce n'est pas avec leurs forces seules que Moïse, Josué et les juges ont dirigé et gouverné le peuple, lors de la sortie d'Egypte et de la conquête de Canaan. « Par quoy on ne doit aucunement douter que superiorité civile ne soit une vocation non seulement sainte et legitime devant Dieu, mais aussi très sacrée et honorable entre toutes les autres ¹. »

Une objection cependant se présente. Qu'était Israël ? Une nation ignorante et grossière, et il est naturel que Dieu dans sa bonté lui ait donné des juges et des rois pour l'arrêter dans son continuel égarement. Mais ceux qui sont arrivés par le Christ à la liberté des enfants de Dieu, la soumission à une autorité civile quelconque n'est-elle pas une intolérable servitude ?

A cela Calvin répond que saint Paul a prescrit à Timothée de faire des prières publiques pour les rois « afin que nous vivions paisiblement sous eux en toute crainte de Dieu et d'honnesteté. » 1 Timothée 2-2. « Par lesquels mots il appert qu'il les fait tuteurs ou gardiens de l'estat de l'Eglise. »

Voilà, en effet, le rôle des magistrats et des princes. — Qu'ils se souviennent toujours qu'ils sont les ministres de la justice divine et ils trouveront dans cette conviction, la force nécessaire pour remplir, avec fermeté et douceur, les devoirs souvent pénibles et ingrats de leur charge. Mais leur tâche n'est pas sans grandeur, car « ils ont à s'employer de toute leur estude, et mettre tout leur soin de représenter aux hommes en tout leur fait, comme une image de la providence, sauvegarde, bonté, douceur et iustice de Dieu ², » par conséquent la vocation de magistrat n'est pas indigne d'un chrétien et celui qui la rejette comme mauvaise est en contradiction avec les enseignements de l'Ecriture.

L'« ordonnance civile » est donc voulue de Dieu.

¹ *Opp. Calv.* p. 1130.

² *Ibidem*, t. 4, p. 1131.

Quelle sera maintenant la forme sociale la meilleure ? La question est délicate et ne peut être résolue d'une façon définitive, car chaque gouvernement est né de circonstances particulières, dans un milieu déterminé, et répond au besoin du peuple qui l'a adopté ; et même, envisagé théoriquement, abstraction faite des causes qui l'ont produit, il est difficile de juger de la supériorité de telle forme sociale sur les autres. Toutes ont leurs avantages et leurs désagréments.

Elles se divisent ordinairement en trois classes : la monarchie, l'aristocratie et la démocratie. Dans la première, la haute juridiction du pays est exercée par un seul, qu'il soit roi, duc ou seigneur. Dans la seconde, par les hommes les plus considérés de l'Etat ; enfin, dans la troisième, le peuple possède le pouvoir.

Calvin fait remarquer que lorsque le pouvoir est entre les mains d'un seul potentat, il peut devenir très facilement tyrannique ; mais il n'en est pas moins vrai, que l'on peut conspirer contre un gouvernement aristocratique, et plus facilement encore fomenter des révolutions dans les républiques¹.

Où sont les préférences de Calvin ? A l'aristocratie. « La preeminence de ceux qui gouverneront tenans le peuple en liberté, sera plus à priser..... pour ce qu'il n'advient pas souvent, et est quasi miracle, que les rois se modèrent si bien que leur volonté ne se fourvoye iamais d'équité et de droiture. D'autre part, cest chose fort rare qu'ils soyent munis de telle prudence et vivacité d'esprit, que chacun voye ce qui est bon et utile². » Au contraire, dans un état où la direction des affaires est confiée à plusieurs, la responsabilité partagée est moins lourde, et les décisions à prendre seront plus équitables car elles ne dépendront plus du caprice d'une personne. Si même, par hasard, l'un des dirigeants cherchait à im-

¹ *Opp. Calv.* p. 1134.

² *Ibidem*, p. 1134.

poser sa volonté d'une façon trop impérieuse, ses égaux pourront facilement arrêter son ambition.

« Et de fait comme le meilleur estat de gouvernement est cestuy là, où il y a une liberté bien temperée et pour durer longuement : aussi ie confesse que ceux qui peuvent estre en telle condition sont bien heureux, et dy qu'ils ne font que leur devoir, s'ils s'employent constamment à s'y maintenir¹. »

Quoiqu'il en soit, ajoute Calvin, dans un état quelconque, il faut une tête qui dirige, il faut qu'il y ait des citoyens qui soient au-dessus des autres pour établir la paix et l'ordre en imposant l'obéissance des lois. Sans eux chacun agirait selon son bon plaisir, et l'anarchie règnerait bientôt. « Car comme les éléments ne se peuvent entretenir sinon par une proportion et température inégale : aussi les polices ne se peuvent pas bien entretenir sinon par une certaine inégalité². » Reconnaissons donc que l'Etat est chose naturelle et nécessaire, et que la nécessité s'impose à chacun de nous d'être « obéissant à quelconques supérieurs qui domineront au lieu où nous vivrons ».

Dans l'état tel que le désire Calvin quel sera l'office des magistrats ?

Nous venons de voir qu'ils ont été institués en leur charge par Dieu. C'est donc de Lui qu'ils dépendent et leur premier devoir est l'obéissance à la loi contenue dans l'Ecriture. Que prescrit-elle ?

En premier lieu : Faire servir et aimer Dieu ; c'est la chose essentielle, et sur ce point la bible et les auteurs profanes sont d'accord, « car il n'y a nul d'entre eux qui ayant à traiter de l'office des magistrats, de faire des lois et ordonner la police, qui n'ait commencé par la religion et par le service de Dieu. Et par cela tous ont confessé qu'il ne se peut établir heureusement aucun régime en ce monde, qu'on ne prouvoye devant tout à ce poinct, que Dieu soit honoré, et que les loix qui

¹ *Opp. Calv.* t. 4. p. 1134.

² *Ibidem*, p. 1135.

laissent derrière l'honneur de Dieu, pour seulement procurer le bien des hommes, mettent la charrue devant les bœufs¹. »

Sauvegarder l'honneur de Dieu, voilà le premier devoir. Quels sont les devoirs secondaires ? L'écriture nous le dira encore. « Quant à la seconde Table, Jérémie admonneste les rois de faire iugement et iustice, de délivrer celuy qui est opprimé par force, de ne contrister point les estrangers, vefves et orphelins : de ne faire iniure aucune : de ne point espandre le sang innocent... Derechef Moïse commande aux gouverneurs, lesquels il avait mis en sa place, douyr la cause de leurs frères, de faire instice à celuy qui la demanderoit, tant contre son père que contre un estranger : de n'avoir point acception de personnes en iugement, mais faire avoir tant au petit qu'au grand, et ne décliner point pour crainte des hommes, quisque le iugement est de Dieu². »

En somme aux gouvernants s'impose l'obligation de faire « jugement et justice. » La formule est claire et ne souffre pas de malentendu : car faire justice, c'est recevoir les innocents, les déshérités et les opprimés sous la protection de la loi, et rendre un jugement cest « résister à la hardiesse des méchants, réprimer leurs violences et punir leurs delicts. »

Mais, dans un état, lorsqu'une faute est d'une gravité telle qu'elle entraîne une grande perturbation dans l'ordre public, ou lèse profondément quelque citoyen, il est d'usage d'avoir recours à la peine la plus sévère : la mort. Dans une société chrétienne peut-on l'infliger ? Voilà une nouvelle question à laquelle Calvin se trouve logiquement amené, car, imposant comme norme suprême la loi de Dieu, il est obligé de reconnaître qu'elle dit formellement :

¹ *Opp. Calv.* t. 4. p. 1135.

² *Ibidem*, p. 1136.

« Tu ne tueras point, » et alors « comment peut-on, sans offense de piété, espandre sang humain ? » La réponse est spécieuse.

Ce n'est pas de sa propre autorité que le magistrat punit. Il exécute les jugements de Dieu, qui ne peut permettre que sa justice soit atteinte. Par conséquent, si un crime reste non châtié, la responsabilité en retombe sur le magistrat, et il faut que celui-ci possède tous les moyens de répression pour sauvegarder la justice divine. On ne doit pas tuer, cela est vrai, et par cet ordre « le Seigneur lie les mains de tous les hommes, toutefois, il ne lie pas sa justice, laquelle il exerce par les mains des magistrats. » D'ailleurs, en Israël, la peine de mort était permise.

Moïse, pour délivrer son peuple, n'a-t-il pas tué un Egyptien et fait mourir trois mille personnes qui avaient offensé Dieu en adorant les divinités étrangères. David de même, n'a-t-il pas ordonné à Salomon de mettre à mort Joab et Shimei ? Et Calvin n'est pas embarrassé pour trouver dans l'Ancien Testament des exemples nombreux à l'appui de sa thèse ! La mort comme punition est donc légitime, même nécessaire. « Toutes-fois i'enten avec cela, que trop grande et trop aspre rudesse n'y soit meslée et que le siège de luge ne soit pas un gibet desia dressé¹. »

Il est donc permis de mettre à mort ceux qui par des crimes ou autres méfaits troublent l'ordre social. Mais peut-on punir de la peine capitale les incrédules, les hérétiques, qui n'admettent pas ou interprètent faussement les croyances reçues². N'est-ce pas violer les enseignements du Seigneur qui n'a pas voulu que son règne fut établi par la force ou les armes, mais par le glaive spirituel³. A cela Calvin répond que Christ n'a jamais non plus commandé aux siens de punir les voleurs et les assassins : est-ce une raison suffisante cependant pour leur permettre de troubler l'ordre social ?

¹ *Opera Calvini*, tome 4, p. 1139.

² *Ibidem*, tome 8, p. 462.

³ *Ibidem*.

D'ailleurs, la parole de Dieu ne laisse aucun doute sur la punition dont est passible l'hérétique. Nabuchodonosor n'est-il pas loué par Daniel pour avoir publié un édit contre les blasphémateurs du nom de Dieu¹. L'Eternel a lui-même ordonné à son peuple de lapider quiconque chercherait à le détourner du vrai culte². Cette législation, dit Calvin, s'étend à toutes les époques³. Qui veillera à ce que l'hérétique ne trouble pas l'ordre social? Le magistrat, car il a été institué en sa charge par Dieu⁴. « Le glaive a été disposé en sa main pour qu'il défende la saine doctrine⁵. S'il abandonne ce devoir, il se révolte ouvertement contre Dieu⁵.

L'hérétique est un séditieux, puisqu'il essaye de saper les fondements établis par Dieu lui-même. Si son cœur est endurci, il est passible de mort. Voilà la conclusion de Calvin.

¹ *Opp. Calv.*, t. 8, p. 474.

² *Ibidem*, t. 8, p. 475.

³ *Ibidem*, t. 8, p. 477.

⁴ *Ibidem*, t. 8, p. 478.

⁵ *Ibidem*, t. 8, p. 479.

« LES LOIS »

Dans l'état, une juridiction est donc nécessaire. Elle est exercée par le magistrat, qu'il soit roi, prince ou citoyen élu par le consentement commun. Voilà la conclusion qui se dégage du chapitre précédent.

Mais sera-t-elle laissée à l'autorité arbitraire de chaque individu au pouvoir, imposant, selon ses intérêts et les besoins du moment, sa propre volonté ? Une semblable liberté ne saurait être admise : elle conduirait directement à la tyrannie. Mais au-dessus du magistrat, il y a la loi. L'un et l'autre sont intimement liés. Un rapport intime les unit, en effet : sans la loi, le magistrat n'a pas de raison d'être, et sans le magistrat la loi serait lettre morte, inutile. « Une loi est un magistrat muet, et un magistrat une loi vive ».

L'intention de Calvin n'est pas de rechercher « par quelles loix doit estre gouvernée une police chrestienne ». Une semblable étude serait trop longue et rentre d'ailleurs dans le domaine de la jurisprudence. Il désire seulement marquer « de quelles loix elle peut saintement user devant Dieu et estre iustement conduit devant les hommes ».

Quelles sont-elles ?

D'aucuns prétendaient qu'un état ne pouvait être gouverné selon la loi de Dieu, que, s'il abandonnait la législation, jusqu'alors en usage parmi les citoyens, pour ne suivre que les prescriptions mosaïques. Une telle assertion est « pleinement fausse et folle », dit Calvin, et il la réfute d'une manière fort judicieuse qui dénote même une grande largeur d'esprit.

Toute la loi de Dieu donnée par Moïse, se divise en trois parties, les « mœurs (qui est la morale), les

« cérémonies » et les « jugements ». Mais laissons Calvin exposer lui-même sa pensée :

« Nous commencerons donc à la loy morale, laquelle comme ainsi soit quelle contienne deux articles, dont l'un nous commande de simplement honorer Dieu par pure foy et piété, l'autre d'estre conioincts avec nostre prochain par vraye délection : à cette cause elle est la vraye et éternelle règle de iustice, ordonnée à tous hommes en quelque pays qu'ils soyent ou en quelque temps qu'ils vivent, s'ils veulent reigler leur vie à la volonté de Dieu. Car cest sa volonté éternelle et immuable qu'il soit honoré de nous tous, et que nous nous aimions mutuellement l'un l'autre.

« La loy cérémoniale a esté une pédagogie des Juifs, laquelle il a pleu à Nostre Seigneur de donner à ce peuple là comme une exercitation de son enfance, iusques à ce que le temps de plénitude vinst, auquel il manifestast les choses qui estoient lors figurées en ombre (Gal., 4, 4). La loi iudiciale qui leur estoit baillée pour police, leur enseignoit certaines règles de justice et d'équité pour vivre paisiblement ensemble, sans faire nuisance les uns aux autres. Or comme l'exercitation des ceremonies appartenoit à la doctrine de piété, qui est le premier point de la loy morale (d'autant qu'elle nourrissoit l'Eglise judaïque en la reverence de Dieu), toutesfois elle estoit distincte de la vraye piété : aussi pareillement combien que leur loy iudiciaire ne tendist à autre fin qu'à la conservation d'icelle mesme charité qui est commandée en la loy de Dieu, toutesfois elle avoit sa propriété distincte, qui n'estoit pas comprinse sous le commandement de charité. Comme donc les cérémonies ont été abroguées, la vraye religion et piété demeurant en son entier : aussi lesdites loix iudiciaires peuvent estre cassées et abolies, sans violer aucunement le devoir de charité. Or si cela est vray (comme certainement il est), la liberté est laissée à toutes nations de faire telles loix qu'ils adviseront leur estre expedientes, lesquelles neantmoins soyent compassées à la règle éternelle de charité : tellement

qu'ayans seulement diverses formes, elles viennent à un mesme but ¹. »

Les lois expriment les coutumes particulières de chaque pays : elles seront donc nécessairement différentes. Mais il faut cependant que toutes s'inspirent de la charité ou de l'esprit d' « équité ». L'équité « d'autant qu'elle est naturelle, est toujours une mesure à tous peuple ». Elle sera par conséquent l'élément éternel de la loi, qui ne variera jamais parce qu'il vient de Dieu. L'expression que cette justice prendra, sera l'élément contingent : ce sont les hommes qui la formulent selon les circonstances. Les législations peuvent différer dans tous les états, rejeter même les ordonnances mosaïques, peu importe : l'essentiel est qu'elles soient animées d'un esprit d'équité ² !

Calvin éclaire sa pensée par plusieurs exemples.

Le vol est défendu par Dieu. Il sera puni, mais la punition, selon les nations sera différente. Certaines lois prescrieront aux larrons de « rendre au double ce qu'ils avoyent desrobé » ; d'autres ordonneront le bannissement, d'autres encore, le fouet, et parfois la mort. Tous les peuples infligent aux criminels la peine capitale, diversement appliquée suivant les lois du pays. « Mais, si est-ce qu'en telles diversité, elles tendent toutes à une mesme fin. Car toutes ensemblement prononcent sentence de condamnation contre les crimes qui sont condamnez par la loy éternelle de Dieu : est assavoir homicides, larrecins, adultères, faux tesmoignages : seulement elles ne conviennent en égalité de peine. Ce qui n'est pas nécessaire ne mesme expédient ³. »

Peut-on dire que les lois de certains états soient supérieures à celles des états voisins ? Calvin ne le croit pas : car les lois sont inhérentes aux pays mêmes, elles sont l'expression des mœurs, des coutumes, de l'âme des habitants, et elles prennent ordi-

¹ *Opp. Calv.*, t. 4, p. 1143.

² *Ibidem*, t. 4, p. 1145.

³ *Ibidem*, t. 4, p. 1145.

nairement leur racine dans la tradition. Ainsi Moïse a donné à Israël une constitution : imposée à une nation moderne produirait-elle un bon résultat ? Le législateur n'ayant cherché dans ses ordonnances qu'à être utile à son peuple, elles ne peuvent avoir une valeur universelle.

Donc que chaque état chrétien conserve, ou formule lui-même, ses lois civiles et politiques. Toutes sont agréables à Dieu si la charité et la justice les inspirent ! Voilà la conclusion très large de Calvin.

III

« LE PEUPLE »

Il nous reste maintenant à examiner quelle sera l'attitude du « peuple » en face des magistrats qui ont mission de faire respecter les lois.

« Le premier office des sujets, envers leurs supérieurs est d'avoir en grande et haute estime leur estat. » C'est en effet, le devoir qui tout d'abord s'impose. Nous leur devons « honneur et révérence, » les magistrats ne sont-ils pas d'institution divine ? Il semble d'après tout ce qui précède que nous devrions en être persuadés. Cependant Calvin tient à établir très fortement cette idée, il y revient ; n'y a-t-il pas certaines personnes qui peuvent encore croire, malgré les affirmations de l'Écriture que le magistrat est « un mal nécessaire au genre humain ? »

« Sainct Pierre veut que nous honnorions le Roy (1 Pierre. 2, 17) et Solomon nous commande de craindre Dieu et le Roy. (Prot. 24, 27)... Solomon en conioignant aussi les Rois avec Dieu leur attribue une grande dignité et reverence¹. »

Saint Paul nous ordonne aussi de nous soumettre à ceux qui nous gouvernent, non par crainte de leur autorité, notre faiblesse cédant devant leur force, mais par devoir de conscience ; en les servant nous servons Dieu.

Une seconde obligation est l'obéissance : « Soit qu'il faille obéir aux ordonnances, soit qu'il faille payer impost, soit qu'il faille porter quelque charge publique qui appartienne à la défense commune, ou soit qu'il faille obéir à quelques mandemens². »

¹ *Opp. Calv.* t. 4. p. 1151.

² *Ibidem*, p. 1152.

Enfin dans nos prières, nous demandons que Dieu conserve ceux qui nous dirigent. « l'admoneste, dit saint Paul, que oraisons, obsecrations, requestes, actions de grâces soyent faites pour tous les hommes, pour les Rois et ceux qui constituent en dignité, afin que nous menions vie paisible et tranquille avec toute sainteté et honnêteté¹. »

Honorer, obéir et prier : voilà les trois devoirs importants des sujets envers les Magistrats. Mais une nouvelle question se pose. Lorsqu'un prince est digne de sa charge c'est-à-dire, qu'il se montre « un père du pays lequel il gouverne, pasteur du peuple, gardien de paix, protecteur de justice, « il est naturel que nous reconnaissons son autorité, et que notre sympathie aille vers lui. En est-il de même lorsque, oublieux de sa responsabilité, il ne songe qu'à s'adonner aux plaisirs, à « piller le povre populaire » pour se lancer dans de folles dépenses, qu'à imposer un régime de terreur et de brigandage ? De nos jours, avec nos idées de liberté et d'égalité sociales, une telle tyrannie ne saurait être acceptée. Calvin, lui-même, avoue qu'« il n'est pas facile de persuader à plusieurs que tels (les tyrans) doivent estre recogneust comme prince, et qu'il faille obéir tant que possible est. » Mais, il ne suffit pas d'affirmer cette obligation, il faut l'appuyer sur quelques preuves. Quelles seront-elles ?

Il s'agit d'abord de protéger l'« office » de magistrat, et de ne pas le rendre solidaire des méfaits et des crimes qui se peuvent commettre. Aussi, Calvin se permet-il une distinction presque subtile. Ce que nous révérons ce n'est pas la personne du Prince ou Gouvernant, qui est homme et peut avoir tous les défauts et les vices les plus montreux, mais la dignité dont il est revêtu, et qui, elle, est divine. Si cependant le devoir d'obéissance nous semble trop dur encore en de semblables conditions, Calvin nous démontrera, avec l'Ecriture, que la soumission est la seule chose qui nous soit permise.

¹ *Opp. Calv.* p. 1152.

Que nous apprend la Bible ? La grandeur et la souveraineté de Dieu, c'est à lui seul qu'appartiennent tous les royaumes de la terre, et il peut selon sa libre volonté y « établir les Rois que bon luy semble, » « on cognoit assez quel Roy a esté Nabuchodonozor celuy qui print Jerusalem, c'est assavoir un grand larron et pilleur ; toutesfois notre seigneur affirme par le prophète Ezéchiël qu'il luy a donné la terre d'Egypte, pour le loyer de son œuvre, dont il lui avait servy en la servant, en la dissipant et saccageant. (Ezech. 29. 19, 20)¹ ». Et nombreux sont exemples que l'histoire d'Israël fournit à la thèse de Calvin. Il n'a que l'embarras du choix. « Nous devons tous à noz supérieurs tant qu'ils dominent sur nous, une telle affection de reverence, que celle que nous voyons en David : mesme quels qu'ils soyent. Ce que ie repete par plusieurs fois, afin que nous apprenions de ne point esplucher quelles sont les personnes ausquelles nous avons à obéir, mais que nous nous contentions de cognoistre que par la volonté du Seigneur ils sont constituez en un estat, auquel il a donné une maiesté inviolable². »

« Si nous sommes cruellement vèxés par un prince inhumain, ou pillez ou robbez par un avaricieux ou prodigue..., réduisons nous en mémoire les offenses qu'avons commises contre Dieu, lesquelles sont sans doute corrigées par tels fléaux³. » Cette pensée nous aidera à posséder nos âmes par la patience, car il n'est pas en notre pouvoir en tant que simples particuliers de changer notre situation. L'éternel le peut, aussi est-ce à lui, qu'il nous faut, avec humilité demander aide et secours.

Sa puissance se manifestera en notre faveur, de différentes façons. « Car aucunes fois il suscite quelques de ses serviteurs. et les arme de son mandement pour faire punition d'une domination iniuste, et délivre de calamité le peuple uniquement affligé ;

¹ *Opp. Calv.* t. 4, p. 1155.

² *Ibidem*, t. 4, p. 1158.

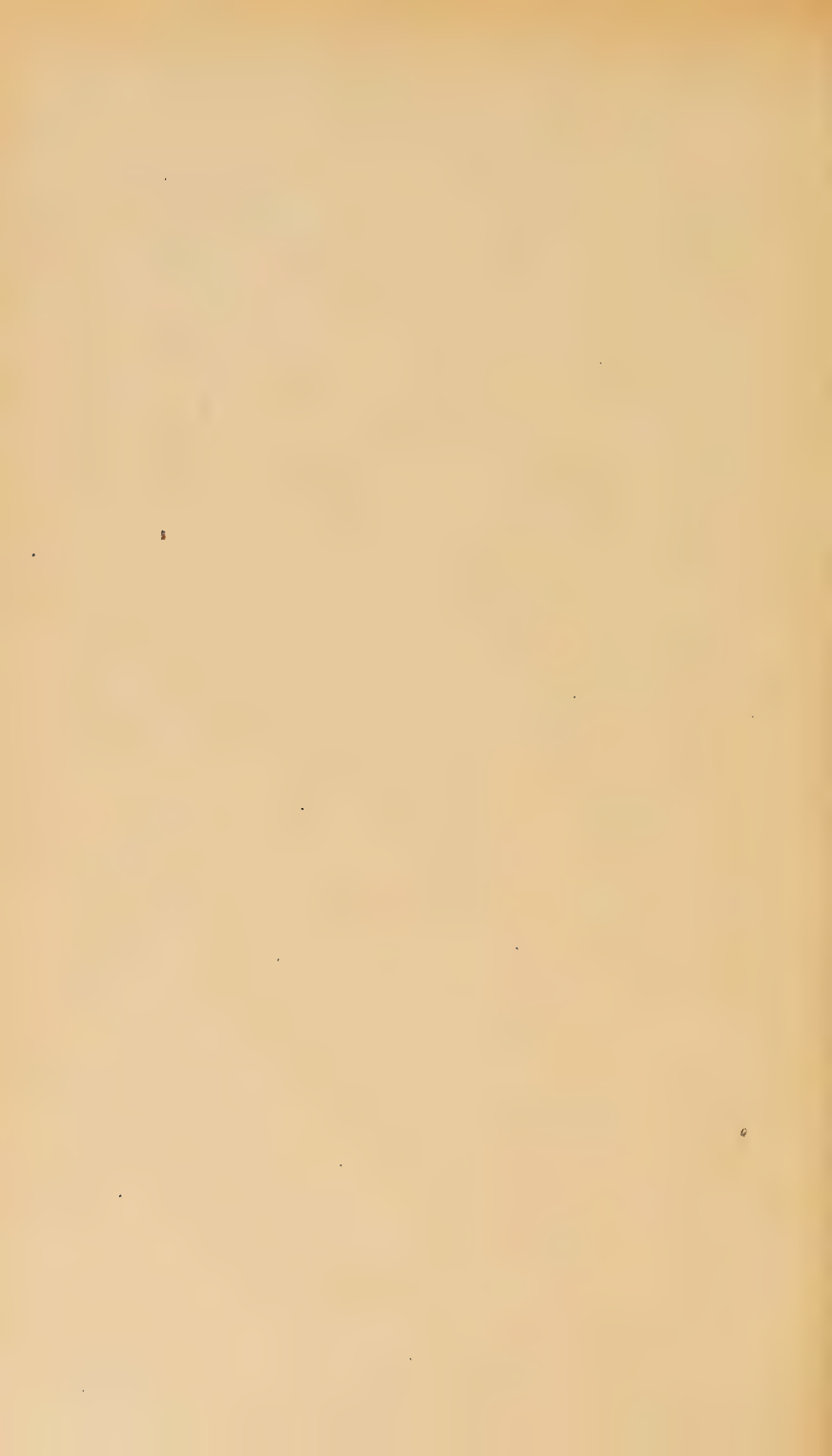
³ *Ibidem*, t. 4, p. 1158.

aucunesfois il convertist et tourne à ceste ouvrage la fureur de ceux qui pensent ailleurs et machinent autre chose¹. » N'a-t-il pas délivré Israël du joug de Pharaon ? Soumission absolue envers les magistrats et les princes. Voilà la conclusion à laquelle nous sommes arrivés. Cependant « il y doit toujours avoir une exception, dit Calvin ou plustost une reigle qui est à garder devant toutes choses : c'est que telle obéissance, ne nous destourne point de l'obéissance de celuy, sous la volonté duquel il est raisonnable que tous les édits des Roys se contiennent, et que tous leurs commandemens cèdent à son ordonnance, et que toute leur hautesse soit humiliée et abaissée sous la majesté² » Obéir à Dieu, « le Roy des Roys » toujours et partout, malgré les difficultés et les souffrances rencontrées, malgré même le péril de la mort, parce qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, voilà le premier devoir de la conscience chrétienne.

La souveraineté de Dieu est donc nettement affirmée. L'état tel que le comprend Calvin est une théocratie.

¹ *Opp. Calv.* p. 1159.

² *Ibidem*, p. 1161.



DEUXIÈME PARTIE

LES FAITS

Calvin ne fut pas un théoricien seulement. Il a été appelé par les circonstances à réaliser ses idées sociales à Genève. Cette ville avait accepté la Réforme, beaucoup parce qu'elle s'était laissée convaincre par les prédications de Farel et de Froment, mais beaucoup aussi, croyons-nous, pour sauvegarder son indépendance politique fortement menacée par les ducs de Savoie et le Saint-Siège. Mais ce ne fut qu'après de nombreuses luttes intérieures, qu'elle déclara d'une façon définitive (21 mai 1536), « vouloir vivre selon l'Evangile et la parole de Dieu ». Rejetant l'idée de l'autorité catholique comme fondement de ses institutions, il lui fallait donc procéder à la reconstitution d'une forme sociale et ecclésiastique en accord avec le principe nouveau admis. Qui l'aiderait dans cette œuvre ingrate et lourde ? Farel : mais Farel sentait lui-même qu'il n'était pas l'homme que réclamait une situation aussi délicate.

Calvin venait de France, sa renommée l'avait précédé et Farel lui demanda de l'aider dans une tâche qui s'imposait difficile et pénible. Calvin eut quelques hésitations. Mais il vit dans cet appel un devoir imposé par Dieu, et il resta.

Notre intention n'est pas d'entrer dans le détail des difficultés qu'il a rencontrées. D'autres l'ont fait avec une autorité et une compétence plus grandes. Nous voudrions seulement montrer comment Calvin a imposé dans la cité genevoise sa conception sociale, et en constater impartialement les conséquences.

CHAPITRE I

ETABLISSEMENT DE LA THÉOCRATIE A GENÈVE

Avant l'arrivée de Calvin, l'administration politique avait toujours été entre les mains des syndics et des conseils. La surveillance des mœurs, sous l'ancien régime, était confiée exclusivement à des officiers épiscopaux. A l'exemple des autres villes suisses, Berne, Zurich, les magistrats genevois prirent simplement la place de l'évêque et de son clergé¹. Ils imposèrent à tout citoyen l'obligation d'aller au sermon « recognoistre Dieu » et réglèrent les mœurs. Les édits furent sévères et les délinquants durement punis. L'État et l'Eglise étaient donc confondus. (1536).

Une semblable situation ne put durer longtemps. Quelques-uns protestèrent et déclarèrent « qu'ils ne voulaient point être contraints, mais vivre dans leur liberté. » Et ceux qui tenaient ce langage n'étaient pas des promoteurs de désordre, des licencieux, mais des hommes patriotes, moraux, amoureux surtout de leur indépendance.

Il était de toute nécessité de remédier à cet état de chose. On ne pouvait empêcher l'Etat de s'occuper des affaires religieuses, qu'en réorganisant l'Eglise. C'est ce que comprirent Farel et Calvin, et, le 16 janvier 1537, ils présentèrent au Conseil un mémoire fixant nettement les attributions du pouvoir ecclésiastique. Ils ébauchent même un projet de discipline. Les réformateurs pensent « qu'il seroyt bien

¹ Roget. *Histoire du peuple de Genève*, t. 1, p. 7.

à désirer que la communication de la Sainte Cène de Iesuchrist fust tous les dimenches pour le moins en usage, » mais ils reconnaissent que « l'infirmité du peuple est encore telle qu'il y avoyt dangier que ce sacre ne mit en mespris s'il estoyt si souvent celebré », et ils se contentent de le réclamer « une foys chascun moys en huis des troys lieux où se font maintenant les prédications¹ ». Elle sera donnée par les ministres. Tous pourront-ils y participer? Non. « Ceux qui se déclairent et manifestent par leur meschante et inique vie n'appertenir nullement à Iesus » en seront formellement exclus, car par eux « nostre Seigneur est grandement deshonoré² ».

Il est certain qu'il se trouvera toujours des personnes menant « vie inique », pour les ramener à de meilleurs sentiments. Calvin désire qu'on élève « certaynes personnes qui ne soyent point aysés à corrompre, lesquelz estans departis et distribués en tous les quartiers de la ville ayant l'oïl sur la vie et le gouvernement d'ung chascun et, s'ils voyent quelque notable vice à reprendre en quelque personne, qu'ils en communiquent avec quelcung des ministres pour admonester quicunque sera celluy lequel sera en faute et l'exorter paternellement de se corriger... S'il veult perseuerer en la durté de son cueur et lors sera temps de lexcommunier, a scavoir quil soyt reiecté de la compagnie des crestiens³ ». L'église ayant comme moyen l'excommunication arrivera à rendre la conduite, les actions de chaque citoyen conformes aux enseignements de l'Evangile. Elle ne donnera cependant à ses membres qu'une unité extérieure imposée, cela ne suffit pas. Il faut qu'il y ait entre eux unité non seulement d'actions, mais de croyances, les mêmes acceptées par tous. Comment y parvenir? « Le remesde doncq que avons pense a cecy est de vous supplier que tous les habi-

¹ *Opera Calvini*, t. 10, p. 8.

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*, t. 10, p. 10.

tans de vostre ville ayent a fere confession et rendre rayson de leur foy, pour cognoistre lesquelz accordent à levangile et lesquelz ayment mieux estre du royaulme du pape que du royaulme de IesuChrist¹. » Et Farel et Calvin engagent ces Messieurs du Conseil à signer les premiers pour donner l'exemple la formule qu'ils proposent. Les citoyens de Genève la signeront ensuite à leur tour. Il ne s'agit plus d'une confession de foi comme celle de mai, générale et collective, mais d'une adhésion personnelle à un formulaire identique.

Quel accueil firent les Syndics aux projets des Réformateurs ?

Ce que demandait Calvin aux magistrats de Genève, c'était de partager des attributions qu'avant son arrivée ils avaient possédées seuls, car ils remplaçaient l'évêque. S'ils consentaient à laisser à l'Eglise le gouvernement spirituel, comment fixer d'une manière définitive et indiscutable la limite exacte entre deux pouvoirs s'exerçant dans une même société ; et enfin question délicate, et qui sera toujours en litige, à qui appartiendra la suprématie ? L'histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat c'est l'histoire de Genève durant la vie entière de Calvin.

Le Petit Conseil examina les propositions des réformateurs, les adopta, mais en rejetant le droit d'excommunication, et en modifiant l'article de la Cène. Au lieu de la célébrer mensuellement, il fut statué qu'elle ne serait prise que quatre fois par an. Les deux cents approuvèrent ces décisions. Les quatre syndics élus le 4 février se montrèrent favorables aux idées de Calvin et les deux pouvoirs, chacun dans sa sphère, commencèrent leur œuvre. Mais l'horizon s'embruma bientôt. Deux anabaptistes venus à Genève, prétendirent pleine d'erreurs la doctrine des réformateurs². Ils furent condamnés et expulsés par les deux conseils, mais ils n'en jetèrent pas moins la

¹ *Opp. Calv.* t. 10, p. 11.

² Roget, *loc. laud.* t. 1, p. 33.

division dans les esprits. Les ministres comprirent la nécessité d'unir toutes les âmes dans une seule croyance, afin de déjouer à l'avenir les efforts des dissidents, et réclamèrent une confession de foi admise et jurée par tous. « Le 17 avril, le Conseil décida que le syndic Pertemps, les capitaines des quartiers et des dizeniens devront se rendre de maison en maison dans chaque dizaine pour proposer les articles touchant la foi¹. »

Une semblable mesure provoqua les murmures et les mécontentements : on en prévoyait les conséquences. Chacun se trouvant lié par la parole donnée, s'il n'observait pas les ordres et la doctrine imposés, était passible de remontrances, ou suivant la gravité du cas, d'un châtiment prononcé et exécuté par le magistrat, sur la demande des ministres.

Aussi tous ne signèrent pas. C'est en vain que le Conseil convoqua dans l'Eglise de Saint-Pierre, à un jour fixé, ceux qui s'étaient abstenu. Ils ne vinrent pas, et il ne fallait pas songer à prononcer contre eux le bannissement; leur nombre était trop grand. Calvin éprouve donc un demi-échec. La confession est adoptée comme loi de l'Etat, mais l'Etat ne peut pas ou ne veut pas la faire admettre partout les citoyens.

Une autre question se posait : recevrait-on à la Cène ceux qui ne voulaient pas prêter le serment demandé ? Calvin et les ministres prétendaient garder le droit d'excommunication pour sauvegarder l'honneur de Dieu. Ils étaient fermement décidés à éloigner de la table sainte tous ceux qui avaient refusé leur signature.

Les deux cents appelés à juger les prétentions des « prédicateurs », déclarèrent qu'ils n'entendent en aucune façon acquiescer à leur désir. Ils décident que « la Cène sera donnée à tout le monde². » Le Conseil tient à conserver sa suprématie. Il ne veut pas que les ministres usent du droit d'excommunication

¹ Roget, *loc. laud.* t. 1, p. 35.

² *Ibidem*, t. 1, p. 64.

sans l'assentiment des magistrats, car ce serait leur reconnaître la supériorité en matière spirituelle.

Ce droit Calvin mettra vingt ans à l'obtenir et il y consacra tous ses efforts.

Il faut donc constater l'opposition faite par les magistrats aux tentatives d'organisation des réformateurs. Les Genevois acceptent les principes de l'Evangile, mais non leurs conséquences, telles que les comprend Calvin. Une rupture était fatale entre les représentants des deux pouvoirs. Elle eut lieu dans l'année 1538. Voici à quelle occasion.

Berne voulait imposer à toutes les églises romandes le même cérémonial liturgique et demandait que l'on conserva les usages anciens : « de baptiser les enfants sur le baptistère, d'user en la Cène de notre Seigneur de pain non fermenté, et d'observer les quatre festes¹ ». Calvin tenait à garder à Genève la liberté de la forme du culte. Il se présenta avec Farel au Synode de Lausanne où devait se débattre la question. Mais en réalité il n'y eut pas de discussion. Berne exigea l'adoption intégrale des formules liturgiques. Les magistrats genevois au lieu de soutenir les réformateurs, virent dans cette circonstance l'occasion de les humilier et de leur faire comprendre qu'ils ne tenaient pas encore le pouvoir spirituel qu'ils réclamaient. Ils n'étaient que des « pasteurs » et n'avaient pas à régler l'organisation ecclésiastique, ils ne pouvaient que s'incliner devant les ordres du synode.

Calvin et Farel comprirent autrement leur devoir. Ils voulaient être les maîtres dans le domaine religieux et ne reconnaissaient pas aux magistrats le droit de leur imposer des ordres contraires à leur conscience. Aussi le dimanche de Pâques 21 avril, ils montèrent en chaire, l'un à Saint-Gervais, l'autre à Saint-Pierre, déclarant qu'ils ne célébreraient pas la Cène « en la forme bernoise », et dénoncèrent hautement les désordres publics qui régnaient dans la cité².

¹ Lettre du Conseil de Berne aux autorités de Genève (15 avril 1538).

² Roget, *loc. laud.* tome 1, p. 91.

L'opinion fut scandalisée d'une telle attitude. On la blâma comme un manque de respect vis-à-vis du pouvoir civil. Le Conseil des deux cents et le Conseil général se rassemblèrent et d'un commun accord décidèrent de « leur faire vider la ville dans les trois jours. » L'exil de Calvin laisse donc l'Eglise sans organisation et sous la dépendance absolue de l'Etat.

Nous ne raconterons pas les faits qui se passèrent durant les deux années qui suivirent, Malgré la bonne volonté des magistrats, le désordre empirait tous les jours. On comprit enfin que pour y remédier la présence de Calvin était nécessaire : lui seul était d'un caractère assez énergique pour conduire le peuple, d'un esprit assez puissant pour organiser l'église comme gouvernement spirituel.

Aussi, le 20 octobre 1540, le Conseil décide que « pour l'augmentation et l'avancement de la parole de Dieu, a esté ordonné d'envoyer querre à Strasbourg maistre Jehan Calvinus, lequel est bien scavant pour estre ministre évangélique¹. »

Calvin répondit à l'appel de Genève, mais non sans une certaine angoisse. Il avait toujours préféré le recueillement à la vie active, les études silencieuses aux luttes troublantes. Mais il était avant tout une conscience, et il obéissait, malgré ses répugnances, à ce qu'il croyait son devoir. S'il se donnait cependant, il tenait à faire une œuvre utile. Il avait constaté la triste dépendance dans laquelle se trouvaient les églises d'Allemagne vis-à-vis des autorités temporelles, il résolut de ne rentrer à Genève que si la liberté et l'autonomie du pouvoir religieux étaient respectées. « Il fit entendre nettement, dit Bèze, qu'il n'acceptait point la charge de ceste église, sinon qu'il y eut Consistoire ordonné et discipline ecclésiastique convenable, pource qu'il voyait que telles brides étaient nécessaires. »

Le lendemain de son arrivée il obtint du Conseil la désignation d'une Commission chargée de la rédaction des nouvelles « ordonnances » qui régle-

¹ Roget, *loc. laud.* t. 1, p. 292.

menteraient l'église future. Le projet élaboré en vingt jours, au dire de Calvin lui-même, fut accepté par les différents Conseils, non sans difficulté et avec des modifications destinées à atténuer les dispositions trop rigoureuses proposées par le réformateur. Les magistrats tenaient à maintenir les droits du pouvoir civil. Quoiqu'il en soit avec les « ordonnances » de l'année 1541 nous entrons dans une période nouvelle où le gouvernement spirituel sera distinct du gouvernement politique, où par la discipline ecclésiastique on arrivera à la réforme de la vie publique et privée.

Le programme à réaliser est d'ailleurs clairement indiqué dans le préambule des ordonnances. « Au nom de Dieu tout puissant, nous Syndiques, Petit et Grand Conseil, avec nostre peuple assemblé au son de trompette et grosse cloche suyvant nos anciennes coustumes, ayant considéré que c'est digne de recommandation sur toutes les aultres que la doctrine du Saint Evangile de nostre Seigneur soit bien conservée en sa pureté et l'Eglise chrestienne due-ment entretenue, que la jeunesse pour l'adserver soit fidèlement instruite, l'hospital ordonne en bon estat pour la sustentation des pauvres, ce qui se peut faire synon qu'il y ait *certaine règle et manière de vivre* par laquelle chascun estat entende le debvoir de son office : à ceste cause, il nous a semblé advis que le gouvernement spirituel tel que nostre Seigneur l'a démontré et institué en sa parole fust réduit en bonne forme pour avoir lieu et estre observé entre nous — et ainsy a tous ordonné et estably de garder et de suyvre en nostre ville et territoire la police ecclésiastique qui sensuit, comme voyons qu'elle est prise de l'évangile de Iesuchrist¹. »

Différents organes seront employés pour atteindre le but proposé.

Et tout d'abord les pasteurs, dont les attributions sont nettement déterminées. « Leur office est d'annoncer la parole de Dieu pour endoctriner, admo-

¹ *Opp. Calv.*, tome 10, page 16.

nester, exhorter, administrer les sacrements et faire les corrections paternelles avec les anciens et comys. »

On ne pourra admettre que des pasteurs dont les enseignements seront conformes à l'évangile. Il faudra s'en assurer « par interrogations et par l'ouyr traicter en privé la doctrine du Seigneur ». Calvin tient essentiellement à la correction des croyances.

Pour la nomination des pasteurs, on suivra « l'ordre de lesglise ancienne ». « C'est que les ministres eslisent premierement celluy qu'on doibvra mettre en l'office. Après qu'on le présente au Conseil, et s'il est trouvé digne... le produyre finalement au peuple en la prédication affin qu'il soit receu par consentement commun de la compaignye des fidelles. » « Pour conserver pureté et concorde de doctrine, » les pasteurs se réuniront, à un jour convenu, toutes les semaines, pour étudier l'écriture.

On comprend combien devait être lourde la tâche des ministres, aussi Calvin réclame-t-il la création d'un Consistoire, corps composé par les pasteurs, et douze délégués des Conseils, qu'on appelle Anciens.

Ils doivent être « gens de bonne vie et honeste, sans reproche et hors de toute suspicion, sur tout craignans Dieu et ayant bonne prudence spirituelle. Et les faudra tellement eslire qu'il y-en ait en chacun quartier de la ville, affin d'avoir l'œil par tout ». Ils auront pour mission de reprendre « ceux qui dogmatisent contre la doctrine receüe, » et qui négligent de venir à l'église. S'ils sont « opiniastres » on leur interdira la Cène, et ils seront dénoncés à la Seigneurie. Le devoir des Anciens ne s'arrête pas là, ils exerceront une sévère surveillance sur « la vie d'un chacun pour y corriger les faultes qui y seront ». Mais que les vices soient « secretz » ou « notoires et publiques » les anciens ne peuvent faire que des « remonstrances aymables ». L'église ne peut infliger aucune peine autre que la privation de la Cène. Ce droit l'Etat se l'est conservé pour lui seul, et lors de la rédaction des ordonnances, il fit

ajouter l'article suivant qui est significatif : « Et que tout cela se face en telle sorte que les ministres n'aient nulle juridiction civile et ne usent sinon du glaive spirituel de la parole de Dieu comme saint Paul leur ordonne et que par ce consistoire ne soit en rien dérogué à l'auctorité de la seigneurerie ne a la justice ordinaire. Mais que la puissance civile demeure en son entier. Et mesmes ou il sera besoing de faire quelque punition ou contraindre les parties que les ministres avec le consistoire aiant ouy les parties et faict les remonstrances et admonitions telles que bon sera, ayent à rapporter au conseil le tout, lequel sur leur relation advisera d'en ordonner et faire iugement selon l'exigence du cas¹. »

On le voit la préoccupation constante de Calvin est de maintenir les genevois dans la « loy de Dieu. » Pour atteindre ce but, il ne se contentera pas des pasteurs et des anciens, il institue encore l'ordre des docteurs, dont « l'office est d'enseigner les fidelles en saine doctrine, affin que la pureté de l'Evangile ne soyt corrompue ou par ignorance ou par mauvaises opinions ». Voilà pour le temps présent. Mais Calvin comprend la nécessité « de susciter de la semence pour le temps advenir, affin de ne laisser l'esglise déserte aux enfans. Pour échapper à cette perspective menaçante, le seul moyen est de « dresser collège pour instruyre les enfans affin de les préparer tant au ministère que gouvernement civil ».

Ce collège existait depuis la réformation. Dès son arrivée Calvin, avait voulu lui donner une organisation définitive ; mais il avait été arrêté par les divisions politiques qui régnaient à Genève. Son projet ne put recevoir un commencement d'exécution qu'en 1559. Les réglemens qui parurent à cette date, sous le titre de l'« Ordre du Collège de Genève, » sont dus en grande partie à Calvin : on y retrouve l'inflexibilité et le rigorisme de son esprit. L'enseignement est nettement religieux et moral. Les régens enseigneront aux enfans « surtout d'aimer Dieu et haïr les

¹ *Opp. Calv.*, t. 10, p 30.

vices ». Les élèves assistent au culte tous les mercredis et trois fois le dimanche. Les leçons commencent le matin par la prière, récitée « dévotement » et se termine par la récitation de l'oraison dominicale. A quatre heures, les cours terminés, tous s'assemblent dans la salle commune, au son de la cloche « et là s'il faut faire quelque chastiment public sur les délits notables, qu'il se face avec gravité modérée, présent le principal et les régents, avec admonition tel que le cas le requerra ¹ ».

Les élèves ne sont pas instruits seulement, « dans la sainte loy Evangelique ». Ils reçoivent une très forte éducation littéraire et classique. On cherche à faire d'eux des hommes ayant une profonde connaissance des lettres sacrées et profanes, capable de « disputer » correctement, en français et en latin, mais avant tout, on essaiera d'en faire des hommes aux mœurs pures, aux consciences droites, fermement décidés à n'accepter pour toute loi que la « parole de Dieu ».

Les ministres, les anciens et les docteurs veilleront à la rectitude de la doctrine et des mœurs. Les citoyens mènent donc une vie conforme aux principes évangéliques. Mais l'amour de Dieu, entraîne nécessairement l'amour des hommes et un état chrétien, ne peut faire autrement, que de s'occuper des devoirs de la charité, afin d'apporter, dans la mesure du possible, un remède aux inégalités naturelles. Ce seront les diacres qui rempliront cette fonction. « Il y en a eu toujours deux espèces en l'esglise ancienne, les uns ont esté deputez à recevoir, dispenser et conserver les biens des pauvres, tant aulmosnes quotidiannes que possessions, rentes et pensions. Les autres pour soigner et penser les malades et administrer la pitance des pauvres ². » L'hôpital ne recevra pas seulement les malades, mais les « vieilles gens qui ne peuvent travailler,

¹ *Opp. Calv.* t. 10, p. 75.

² *Ibidem*, tome 10. p. 23.

femmes veuves, enfans orphelins. « Il sera aussi un asile pour les « passans » indigents. A la direction se trouvera un médecin et un chirurgien aux gages de la ville, qui seront « tenuz d'avoir soin de l'hôpital et visiter les aultres pouvres ».

Voilà donc constitué l'état chrétien tel que le demandait Calvin. Les circonstances ont puissamment aidé le réformateur : il faut le reconnaître, car les expériences malheureuses des magistrats leur avaient fait comprendre l'inutilité de leurs essais de juridiction ecclésiastique. Il n'en reste pas moins vrai cependant, que l'organisation nouvelle est due à l'initiative personnelle et à l'énergique volonté de Calvin.

Tels sont les faits. Il nous est facile maintenant de saisir l'évolution des rapports entre l'Eglise et l'Etat.

Les Genevois se sont affranchis du joug « papistique ». Ils ont déclaré vouloir librement obéir à l'Evangile et suivre ses ordonnances. Mais qui leur enseignera la loi nouvelle et les maintiendra dans la bonne voie ?

L'évêque et le clergé ayant été bannis, la distinction entre le prêtre et le laïque n'existe plus. Chaque citoyen est chrétien et chaque chrétien est citoyen, par conséquent le pouvoir spirituel, et le pouvoir temporel, seront confondus et le magistrat aura sous sa juridiction aussi bien les affaires religieuses que les civiles. Il détiendra la puissance souveraine. Calvin ne peut accepter une situation semblable, et, dès le premier jour, tous ses efforts tendront à un but unique, faire admettre que le partage des attributions des deux pouvoirs est exigé par la parole de Dieu, et que de par l'autorité divine l'église doit être instituée comme gouvernement spirituel. Aussi demande-t-il l'exclusion des indignes de la table sainte, et l'adhésion de tous, humbles et grands, à une confession de foi. Pour lui la Bible est le livre suprême, le code à consulter dans les occasions les

plus diverses. Il y a vu la théocratie juive, et il veut l'imposer à Genève. Il se rappelle les serments prêtés par les Israélites à Josias, Esdras Néhémie et exige que les Genevois suivent cet exemple.

Dans la pensée de Calvin la « loy de Dieu » ne peut et ne doit être acceptée par un Etat comme une formule vague et générale sans efficacité : elle serait inutile. Il faut qu'elle soit la norme de chaque individu et transforme sa vie. On comprend la conséquence logique d'un tel principe ; si tous les citoyens donnaient leur adhésion à la confession, et réalisaient dans leur conduite les préceptes évangéliques, le pouvoir temporel ne serait plus d'aucune utilité ; l'Etat serait chrétien dans la véritable acception du terme, et en un coin de la terre, s'épanouirait le royaume de Dieu. C'est un idéal malheureusement inaccessible. Il se heurte brutalement aux faits. Une société entière ne se soumettra jamais à une telle obligation. Les uns amoureux de leur indépendance ne consentiront pas à une domination, qui pour être spirituelle, ne leur en paraîtra pas moins trop lourde. Les autres changeront peut-être leur existence, mais bientôt, oublieux de leur promesse, ils reviendront à leurs errements passés — et, peu nombreux sont ceux qui vivront « saintement selon la loy de Dieu. » C'est la triste expérience que fit Calvin. Aussi, lors de son exil, posa-t-il comme condition absolue de son retour qu'on lui jugerait « de tenir le catéchisme et la discipline¹ ».

Autrefois, lorsqu'Israël rompait son pacte d'alliance avec l'Eternel, les prophètes le lui rappelaient. Le peuple était toujours puni. Les Genevois, eux aussi, quand ils n'obéiront pas à l'Evangile seront « admonestés » par les ministres, mais cela ne suffit pas. Les paroles demeurent souvent inutiles, et il est de toute nécessité d'avoir recours à une puissance effective qui obligera les réfractaires à suivre dans leur conduite les ordonnances évangéliques.

Ce sera l'office du consistoire qui aura pour mis-

¹ Herminjard, t. VII, p. 410, note.

sion de poursuivre toute opinion doctrinale erronée, de veiller à la fréquentation du culte, de châtier les joueurs, débauchés, jureurs, querelleurs, etc., en un mot, il soumettra à une surveillance constante et quotidienne, les mœurs publiques et privées, les relations commerciales et sociales. Mais son seul droit est de « reprendre selon la parole de Dieu ». Son action est cependant puissante, car, être cité à son tribunal, était considéré comme une punition sévère. Il y aura des cas, où cette peine ne sera pas suffisante. Il faudra alors en appeler au pouvoir civil qui, nous l'avons vu, a gardé le droit de statuer en dernier ressort, et, d'employer, lui seul, les moyens, autres que « les admonestations », pour punir les délinquants.

Le consistoire et les Conseils, l'Eglise et l'Etat, restent donc unis sans être confondus ; leurs attributions sont différentes, mais leur devoir est le même : Imposer à tous « la sainte loy évangélique et parole de Dieu ». C'est l'autorité suprême devant laquelle toutes les têtes s'inclinent : c'est l'autorité de la Bible.

Les conseils, il est vrai, conservent la suprématie sur les ministres considérés comme fonctionnaires publics. Leur autorité est toute puissante dans le domaine civil, mais elle ne s'arrête, en théorie, au seuil du domaine religieux, car les ministres sont liés par les préceptes de la parole divine, et ne doivent obéissance qu'à Dieu seul. Mais dans la pratique n'y aura-t-il pas souvent empiètement d'un pouvoir sur l'autre, car à qui appartiendra le droit de décider ce qui est ou non exigé dans la parole de Dieu. La question sera controversée. Calvin soutiendra toujours que ce droit appartient aux ministres seuls, et les magistrats n'hésiteront pas à s'attribuer en fait sinon en droit, le pouvoir et la faculté d'accepter ou de refuser, ou tout au moins de discuter l'interprétation des ministres. Bolsec et Servet ne sont-ils pas convaincus, par Calvin, de « prescher faulse doctrine », et cependant, les conseils ne mettent-ils pas en doute les affirmations du réformateur puisqu'ils demandent l'opinion des églises suisses.

La paix et l'harmonie ne règneront que lorsque les deux pouvoirs seront d'accord sur l'interprétation de la parole de Dieu. Le seront-ils souvent ? Cela ne dépendra que des élections, si les syndics élus sont favorables ou non aux idées de Calvin.

Le Calvin, que nous montrent parfois certains historiens, possédant à Genève une autorité inébranlable et toute puissante, comme le pape à Rome, est une pure légende. Il était à la merci de chaque élection municipale, et, d'un jour à l'autre, il pouvait s'attendre, si elle lui était contraire, à prendre le chemin de l'exil. Seulement, il a pour lui, sa tenacité, sa personnalité géniale, sa science biblique et la logique du principe théocratique. Les Genevois ont compris qu'il leur était nécessaire, voulant vivre selon l'Evangile, et abandonner « toute licence et immoralité. » Calvin était le seul assez « sçavant » et énergique pour donner force de loi au principe de la parole de Dieu. Cette parole prend une forme concrète dans la Bible qui contient les ordonnances morales, civiles et doctrinales. Elle est un code de lois ; mais, qui les appliquera aux cas différents qui se présenteront dans la vie sociale et privée ? Ce sera Calvin, et, comme il croyait sincèrement donner des paroles divines une interprétation adéquate et infaillible¹, il imposait sa manière de comprendre aux ministres, ses collègues, comme aux magistrats, puisque tous admettaient la bible comme autorité suprême. Il maintiendra toujours en théorie l'indépendance des deux pouvoirs ; dans la pratique, il arrivera fatalement à admettre la suprématie de l'Eglise, non pas comme puissance exécutive, mais dirigeante. Il se heurtera alors à certaines oppositions, nécessairement, car, les citoyens lésés dans leur liberté de penser et d'agir, souvent se révolteront. De telles résistances seront des péchés contre Dieu auquel tous les hommes doivent obéissance, comme des sujets à un souverain absolu. Une punition donc s'im-

¹ « Dieu m'a fait la grâce de me déclarer ce qui est bon ou mauvais. »
Lettres françaises, t. 1, p. 389.

pose, et suivant la gravité des cas, on fera appel aux magistrats. Cela est logique. L'Eglise et l'Etat surveilleront ensemble la doctrine et les mœurs.

Calvin a mis la Bible à la place de la hiérarchie papale qui régnait au moyen-âge. Mais au lieu d'y chercher un principe de vie, il y a trouvé une organisation ecclésiastique et sociale, d'une rigidité telle que les Genevois seront contraints de l'accepter s'ils ne veulent pas se voir brisés par elle. Et cela par la force même des choses. Calvin a pu, en théorie, démontrer la contingence des ordonnances mosaïques ne s'appliquant qu'au peuple d'Israël, et regarder comme légitimes les lois des différents états, pourvu quelles soient inspirées par un esprit d'équité. Mais dans la pratique les circonstances lui imposent l'obligation immédiate de donner à Genève une législation. Il la trouva dans les livres sacrés, et au nom de l'autorité divine il l'imposa. Calvin tombera dans l'intolérance, mais il ne faut pas en chercher la cause dans la satisfaction d'intérêts mesquins et vils.

Pour lui, sa personne n'est rien. Il obéit à la volonté de Dieu, et il croit, en toute sincérité, un devoir de conscience d'imposer à tous, partout et toujours, cette volonté. Sauvegarder l'honneur de Dieu par tous les moyens, voilà le désir de Calvin. Son intolérance n'est donc pas sans grandeur, mais avouons-le, elle reste sinon incompréhensible, du moins inacceptable pour les esprits modernes.

A quelles conséquences conduira l'application du principe « bibliocratique » admis par les deux pouvoirs, c'est ce que les faits vont nous montrer.

CHAPITRE II

CASTELLION, AMEAUX ET GRUET

Le système théocratique et l'influence de Calvin sont donc établis dans la cité de Genève sur des bases solides. L'organisation nouvelle ne pouvait cependant espérer ne rencontrer aucune opposition. Le premier adversaire de Calvin, fut Castellion. Celui-ci avait été gagné aux idées du réformateur par la lecture de l'*Institution Chrétienne*. Il était allé le voir à Strasbourg et avait même été son pensionnaire¹. Lors de son rappel à Genève, Calvin lui avait donné la succession de Mathurin Cordier comme principal du Collège de la Rive. Il resta deux ans dans cette fonction, mais il la résilia bientôt, trouvant son traitement trop modique et insuffisant pour vivre. Le Conseil, dans la séance du 17 décembre 1543, accepta sa démission, mais « ordonne que il luy soyt provheu en l'église, pourcequ'il est sçavant homme et est fort propre pour servir en l'Eglise ». Calvin s'opposa à cette décision, parce que Castellion « est bien sçavant homme, mes qu'il ast quelque opignon dont n'est capable pour le ministère ». Quel était donc cette « opignon » qui rendait Castellion si peu apte à exercer le ministère ? Le compte rendu de la séance du 28 janvier 1544 nous renseigne sur ce point : « Sur ce que entre eulx sont en dubie sus l'approbacion du livre de Salomon, lequel M. Calvin approve saint, et ledictz Bastian (Castellion) le répudie, disant que quand il fist le capitre septième, il estoyt en folie et conduyet par mondaïen-

¹ Buisson : *Castellion*, t. I, p. 103.

nités et non du Saint-Esprit... » Castellion émettait encore un doute légitime sur la descente du Christ aux enfers. De telles assertions déplurent à Calvin, non seulement parce qu'il les considérait comme des hérésies, mais à cause du mauvais esprit qu'elles manifestaient. En effet, Castellion se permettait de juger la tradition et la Bible, fondement de l'ordre social désormais admis. Si les magistrats et les ministres toléraient une semblable attitude, les conséquences en seraient désastreuses : « D'abord les fidèles, dit Calvin, ne seraient pas peu blessés s'ils apprenaient que nous avions nommé pasteur un homme qui déclare ouvertement rejeter et condamner un livre que toutes les Eglises ont porté au Canon des livres sacrés ; ensuite ce serait ouvrir la porte aux adversaires, aux détracteurs qui cherchent l'occasion de calomnier l'évangile et de déchirer notre église ; enfin nous nous condamnerions par là pour l'avenir à n'avoir rien à objecter à un autre, s'il s'en présentait un qui voulut répudier de même l'Ecclésiaste ou les proverbes ou tout autre livre de la Bible, à moins qu'on ne voulut en venir à discuter si le livre est digne ou n'est pas digne du Saint-Esprit¹. »

Nous l'avons vu, le gouvernement théocratique de Calvin s'appuyait tout entier sur la Bible. Si l'on permettait aux individus d'émettre en doute l'autorité de tel ou tel livre du Canon, ils en arriveraient fatalement à rejeter tout système social ayant comme fondement la « parole de Dieu ». Castellion était dangereux. Aussi les ministres le prièrent de s'éloigner de Genève. Il se retira à Lausanne.

L'affaire de Castellion n'est qu'un simple incident qui ne fit pas grand bruit. Ses négations dogmatiques ne visaient en somme que très indirectement l'organisation sociale du réformateur.

Le nouveau régime était trop austère et rigide, les critiques et les attaques directes ne manquèrent donc pas et nombreux furent les mécontents. Il était de

¹ *Opp. Calv.* t. 11. p. 674.

toute nécessité de leur imposer silence et le procès d'Ameaux fournit à Calvin l'occasion de forcer les magistrats à faire respecter dans toute son intégrité la « discipline ».

Pierre Ameaux ayant réuni quelques amis à souper leur avait tenu différents propos sur Calvin : « Il n'estoit qu'un Picard, ung meschant homme, qu'il preschait une fausse doctrine, qu'il était « plus qu'un évêque » et que, si on le laissait faire, les ministres français deviendraient bientôt maîtres de la ville ».

L'accusation était grave, aussi le Conseil donne-t-il l'ordre d'arrêter Ameaux immédiatement. C'est en vain que son fils vient le réclamer, « attendu qu'il a enduré plus de cinq jours de prison et qu'aux termes des édits, on ne peut être retenu plus de trois jours pour un délit commis en paroles ». Il ne sera mis en liberté qu'après le jugement de l'affaire.

Ameaux commence par nier, mais devant la fermeté des magistrats, il reconnaît avoir « mesdit et blasphémé » contre Calvin, les prédicateurs et le Conseil et il demande qu'on lui fasse grâce pour son aveu.

Le petit Conseil se réunit. Mais une scission se fait parmi ses membres : les uns sont d'avis « que grace luy soit faicte en venant crier merci à Dieu, et à la justice du grand Conseil confessant avoir mal parlé et en payant pour la fortification de la ville 60 escus soleil ». Les autres trouvent la punition insuffisante et veulent qu'« il viegne depuis l'evesché à tête nue une torche allumée en la main et entre les deux portes soyt liseu son proces et doybge à genoux crier merci à Dieu et à la justice et confesse avoir mal parlé en présence du sieur Calvin, le repelissant de tous les honneurs ».

Le Conseil des Deux Cents tranche la question en dernier ressort et fait prévaloir l'avis le plus modéré et convoque Calvin pour assister à l'exécution de la sentence. Calvin répond « qu'il ne viendra point, et de plus qu'il ne montera point en chaire jusques il soyt esté faicte réparation et justice patente à cause du blasma du nom de Dieu, que ce n'est pas assez

que le prisonnier se dédie des paroles infames et blasphèmes contre Dieu ».

Une telle attitude peut étonner de la part d'un ministre de l'évangile, qui doit être avant tout « prescheur de la charité ». Le coupable s'était amendé et avait été puni ; que vouloir de plus ?

Si Calvin demande une augmentation de peine, ce n'est pas par haine personnelle contre Ameaux. Il lui est indifférent. Il n'a vu qu'une chose, c'est qu'on l'avait accusé de prêcher une fausse doctrine. En l'attaquant, on attaque l'autorité de Dieu ; c'est donc Dieu qui est en jeu et non pas lui, Calvin, par conséquent, il est en droit de réclamer la punition la plus forte, afin de servir d'exemple, et que pareil délit ne se renouvelle point : les ministres et le consistoire comprennent la pensée de Calvin et le soutiennent. Voilà donc aux prises les deux pouvoirs ? Lequel cèdera ?

Les magistrats ajournent la décision définitive « jusqu'à ce qu'on ait advisé plus oultre ». Les ministres en fonction sur les terres de Genève sont interrogés sur la doctrine de Calvin, et tous répondent qu'« ils n'ont trouvé en luy sinon que toute charité, menant vraie vie de chrétien, annonçant purement et fidèlement la parole de Dieu, et que quant à la doctrine qu'il professe et publie, ils veulent vivre et mourir dans la profession d'icelle ». Après une telle déclaration il était difficile aux conseils de ne pas écouter Calvin, sans se voir non pas accusés mais soupçonnés de ne plus vouloir maintenir l'honneur de Dieu à Genève. D'un autre côté, les partisans d'Ameaux, par leur turbulence, les forcèrent à sévir. Un tapissier, nommé Alliod, interrompt Calvin pendant un sermon et l'accuse de fausseté. Des attroupements se forment à Saint-Gervais, et troublent l'ordre.

Les Conseils sont donc obligés d'agir et condamnent Ameaux, pensant que son exemple produirait une frayeur salutaire et ramènerait les mutins dans le droit chemin. Calvin et le consistoire triomphent. L'honneur de Dieu est sauvé à Genève.

Mais Calvin ne peut s'endormir longtemps sur son succès. Il rencontre bientôt un nouvel adversaire, dont l'attaque est violente et qui ne se contente pas de murmurer contre la trop grande autorité de la « discipline ».

Le 27 juin 1547, on trouve dans la chaire de Saint-Pierre un billet ainsi libellé : « Gros ventru¹, toi et tes compagnons, vous feriez mieux de vous taire ; si vous nous irritez trop, nous vous mettrons en poudre. Prenez garde de ne maudire l'heure où vous salites de vostre moinerie. Aurez-vous bientôt terminé vos reproches, fottus prestres renégats, qui venez nous mettre en ruine. Quand on a trop enduré, on se venge. Prenez garde qu'il vous adviegne comme à M. Verlt de Fribourg². Nous ne voulons plus avoir tant de maistres. »

Les soupçons se portèrent sur un nommé Jacques Gruet, dénoncé par la femme Jacqueline Marronne. On l'emprisonna et on opéra chez lui une visite judiciaire qui fit découvrir certains papiers compromettants.

Voici les documents du dossier :

Une lettre datée de février 1547, dans laquelle Gruet malmène quelque peu Calvin : « Ledit évesque tient son parti ferme et a telle audace en luy que fera trembler roy et empereur. C'est un grand hypocrite, il se veult faire adorer, ostant la dignité de nostre Saint Père le pape. » Il attaque le gouvernement spirituel, représenté par Calvin. C'est assez grave.

Une réflexion sur Moïse, en ces termes : *Iste cornutus multa dicit et nihil probat.* » Il ne reconnaît donc pas l'autorité de Moïse, par suite celle de la Bible ; d'ailleurs, il avait écrit expressément : « toutes les ordonnances tant divines que humaines ont été faites suivant le caprice des hommes »

¹ Cette épithète ne s'adresse pas à Calvin, mais à un nommé Abel Poupin, que la jeunesse genevoise détestait.

² Chanoine tué en 1534 dans une émeute.

et mis en marge d'un livre de Calvin sur l'immortalité de l'âme : « toutes folies ».

Avec le système théocratique qui régnait à Genève, il est facile de comprendre que chacune des assertions de Gruet était passible d'une condamnation sévère. Si on laissait aux citoyens la liberté de penser des erreurs, que deviendrait l'honneur de Dieu ? L'inculpé ne s'en souciait guère, car, on lit dans une supplique adressée au Conseil général, restée secrète il est vrai ; « Il ne doit estre permis à un homme de faire ce qu'il ne voudroit luy fût fait ; exemple : d'ung qui meurtrit un aultre, cella mérite punition corporelle ; d'ung larron de même, ainsi d'ung violateur de femme par force, d'ung traistre, d'ung conspirateur, brief, toute personne qui contrarie l'aultre par meschant vouloir mérite punicion. Mais si ung homme veut manger son bien, les aultres n'ont rien a y voir, et si je veux danser, sauter, mener joyeuse vie, qu'à à faire la justice ? rien ; car aultrefois la trop dure justice engendra plusieurs machinations. » L'acte d'accusation voit dans ce document un appel à la licence et à la débauche et l'intention de « promouvoir le peuple de Genève à contrevenir à la réformation du Saint Evangile de nostre Seigneur ».

Gruet se pose donc en adversaire déclaré de l'ordre social admis, parce qu'il a demandé la non intervention du gouvernement dans la vie privée. Une telle prétention à notre époque semble légitime. N'oublions pas que nous sommes à Genève, que le peuple a promis de respecter Dieu comme souverain et de faire sa volonté aussi bien dans le domaine public que privé, par conséquent il doit se conformer aux prescriptions et ordonnances des ministres, qui sont les seuls interprètes de la volonté de Dieu. Gruet rejette cette autorité. Il ne peut être que nuisible à la société. Pour Calvin et les magistrats, c'est un anarchiste, et comme tel condamnable.

On ne se montra pas tendre envers Gruet. Il dut subir trois estrapades. On voit que l'Evangile n'avait

pas adouci les procédés juridiques, Genève reste sous l'influence du moyen-âge.

La procédure dura moins d'un mois (27 juin-25 juillet). Elle allait trop lentement au gré de Calvin qui écrivit le 24 juillet à Viret : « *Grueti negotium syndici protrahunt.* » Enfin le 25 juillet, le Conseil rendait la sentence suivante : « Il appert Jacques Gruet, avoir grandement offensé et blasphémé Dieu, contrevenant à sa sainte parole et aussi avoir perpétré chose contre le magistrat, outragé, menassé et mesdit des serviteurs de Dieu... et pour ce estre condapné à debvoir estre mené en lieu de Champel et illec debvoir avoir tranché la teste de dessus les épaules, et le corps attaché au gibet, et la teste clouée en iceluy et ainsi finira ses jours pour donner exemple aux aultres que tel cas vouldront commettre. »

Calvin n'intervint point dans cette affaire. Elle était entre les mains des magistrats, il la laissa suivre son cours, certain d'une condamnation, car il écrivit le 14 juillet à M. de Fallais : « Il y en a un qui est en danger de payer un escot bien cher; je ne sçais si sa vie n'y demeurera point. » Il n'avait pas de haine personnelle contre Gruet. Ce qu'il combat dans ses adversaires, ce n'est pas l'homme mais l'impie. La vérité évangélique doit être acceptée par tous, librement ou non. Mais il oublie que l'impiété et l'hérésie ne se suppriment pas en supprimant l'impie et l'hérétique. Jamais la force ne détruira une idée.

CHAPITRE III

BOLSEC

Ameaux n'avait fait que parler avec peu de déférence du gouvernement établi. Gruet était allé plus loin ; son billet trouvé dans la chaire de saint Pierre était un acte de violente protestation. Tous deux n'attaquent ouvertement que le régime disciplinaire, qui entrave leur liberté. Gruet, il est vrai avait des tendances à l'hérésie que son procès a dévoilées, mais il s'était gardé de les professer au grand jour.

Il en est autrement avec Jérôme Bolsec¹ ancien carme, médecin attaché à la personne de M. de Falais, ami de Calvin établi à Veigy un village du Chablais, à quelque distance de Genève. Il avait une sympathie grande pour les discussions théologiques et aimait à « dogmatiser ». Il pouvait satisfaire sa passion pour la controverse tous les vendredis. Ce jour-là, avait lieu un service appelé congrégation, où il était permis aux fidèles, après l'allocution de l'officiant de présenter leurs observations sur le sujet traité. Bolsec, à deux reprises, avait émis des opinions contraires à celles professées par Calvin et ses collègues. Les ministres s'émurent et prièrent Bolsec de se rendre chez Calvin, où il y eut un entretien particulier. La chose resta secrète. Mais le 16 octobre 1551, à l'issue du culte, dans le temple de l'Auditoire, Farel, alors à Genève, présenta quelques réflexions montrant que Dieu, de toute éternité a fait le choix de ses élus. Bolsec prit la parole et répondit

¹ Voir *Op. Calv.* ed. Baum et Cunitz les pièces et actes de ce procès, tome 8. p. 145 à 248.

« qu'on ne devoit recognoistre autre élection ou réprobation que celle qui se voit en croyant ou ne croyant point, et que ceux qui mettent une volonté éternelle en Dieu par laquelle il ait ordonné les uns à la vie les autres à la mort, en font un tyran, voire une idole comme les payens ont fait Jupiter....
..... Sur le champ lui fut répondu M. Calvin lequel feit remonstrance de ceste doctrine qui avait esté ia si longtemps enseignée fidèlement en l'Eglise avec commun consentement de tous ceux qui l'ont édifié depuis le commencement de l'Evangile et de point en point luy fût répondu à toutes ses calomnies tellement que l'assemblée fut satisfaite¹ ». L'adversaire est donc confondu. Il semblait qu'avec cette discussion se terminerait le débat. Calvin se sentait trop fortement attaqué, pour laisser de telles accusations aller leur chemin. Elles nuiraient à son autorité : il ne serait plus l'interprète sûr et fidèle de la loi évangélique. Aussi, d'un commun accord lui et les ministres décidèrent de « présenter à Messieurs requeste pour faire interroger le dit M^e Hierosme ».

Bolsec est alors arrêté et conduit à la prison de l'évêché, comme propagateur de « faulse doctrine ». Voici l'arrêté du Conseil d'Etat relatif à cette accusation². « Il fust détecté pour avoir esté vendredi, en la congrégation là hout il pourrait avoir dict certaines parolles et aultres doctrines contre l'évangille le seigneur lieutenant la faict respondre et la remis par la personne de no. Iehan de la Maison neufve. Et après M. Calvin et M^e Guillaume Farel, aussi au nom des aultres a requis de faire justice dudict d'aautant qu'il az blasphemé Dieu et proposé faulse doctrine. » Les termes employés, pour constater le délit de Bolsec, « il pourrait avoir dict certaines parolles » montrent l'indifférence des magistrats, pour ce qu'ils ont l'air de considérer comme une simple incartade, et ils ont soin de spécifier qu'ils obéissent à la « requeste » des réformateurs. Le 20 il comparait de-

¹ Procès-verbal de la congrégation du 16 octobre 1551.

² Séance du 19 octobre 1551. *Oper. Calv.* t. 8, p. 155.

vant les syndics et 7 membres du Petit Conseil. L'inculpé se défend avec modération, disant qu'il n'a « ouy jamais prescher à M^r Calvin sinon choses saintes et bonnes, excepté ce qu'il dict en la congrégation de la cause de la perdition des damnez ». Quant à la prédestination il maintient son dire, ce ne peut être qu'une « doctrine faulse » que n'enseignent pas les Ecritures. Dans les séances suivantes Bolsec, s'apercevant de l'incompétence des magistrats, ignorant la question débattue, change d'attitude. Il ne se défend plus, il attaque. Il affirme que « la foy ne dépend d'élection, mais que devons ensemblement considérer foy et élection, car devant que l'homme doibve estre considéré esleu de Dieu, il fault qu'il soyt aymé et devant que nous le considérons aymé de Dieu, il fault que nous regardions en vertu de qui nous sommes aymés de Dieu qui est Jésus-Christ. Donc en Dieu sont présentes ces troys choses, la conionction de l'homme avec son filz par foy, et la délection qui vient par icelle foy de l'ellection du fidelle laquelle est par la foy en Jésus-christ ». Crois et tu seras sauvé. Quant à ceux qui ne sont pas convertis, « ceulx qui disent qu'ils sont délaissés de Dieu en leur aveuglement car il le veult ainsi font deshonneur à Dieu et entendent mal l'escripture sainte et parle contre icelle du nombre desquels est le dict sieur Calvin ¹ ». La grâce est abondante, et tous peuvent la recevoir. S'ils ne la possèdent pas « la faulte vient de leur mespriz ou rebellion, non du décret de Dieu ² » car « après la cheute » l'homme « n'a pas esté du tout dénué du libéral arbitre, mais il est demouré navré et corrompu ³ ». De telles assertions détruisent le déterminisme calviniste.

Bolsec a la prétention de donner sa doctrine comme évangélique. On pourrait en conclure, nous semble-t-il, qu'il y a plusieurs interprétations possibles de la Bible, puisque les ministres et Calvin professent une doctrine contraire? L'incertitude peut entrer dans

¹ *Opera Calvini*, t. 8, p. 150-161.

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*.

l'esprit des magistrats. Est-ce là ce que Calvin à voulu combattre ? Il est probable que non. Le réformateur obéit à un autre mobile. Il était convaincu de posséder seul la vérité et toute contradiction lui était pénible. En attaquant Bolsec il attaque une erreur qui peut devenir dangereuse — et qu'il ne faut laisser se répandre.

Il se place sur le même terrain que son adversaire, et s'appuyant sur la Bible, il démontre la prédestination. — « Quant à ce qu'il dit que Dieu n'a point ordonné à salut les uns plus tost que les autres cela est du tout contraire à ce que dict saint Paul, qu'il faict miséricorde à ceux qu'il veut et endureit ceux qu'il veut... Quant a ce qu'il aiouste que ceux qui croient, croient par grâce, cela est plein de consolation. Car tous sont d'une mesme perversité et sont incrédules de nature ; par quoy nul ne peut croire sinon que son cœur soit touché de Dieu... L'intention de M^e Hierosme et que les hommes par leur franc arbitre donnent efficace à la grâce de Dieu... Car estans enquis si Dieu ne donne pas à ses esleuz le vouloir de venir à luy. Outre le pouvoir, il respond qu'il leur donne un cœur capable, voulant signifier que la grâce de Dieu ne peut rien d'elle mesme sinon que les hommes luy donnent vertu par leur franc arbitre. Comme si Dieu pendoit une pomme en l'air pour dire qui en voudra. Dont il sait que la grâce de Dieu ne nous profite rien sinon par nostre mérite. Au contraire saint Paul dict que ce n'est ni du senillant ni du courant : mais de Dieu qui fait méséricorde. Rom. 9¹. »

Bolsec envoie une nouvelle « requête à ces messieurs » dans laquelle il demande expressément, que suivant la coutume à Genève, Calvin, son accusateur, se constitue prisonnier et qu'il réponde à ses questions. Les magistrats seront seuls juges et « s'il se trouve que les ministres tiennent et enseignent opinion non conforme à la parole de Dieu : que icelle dottrine soit révoquée, prohibée et condamnée ».

¹ *Opp. Calv.* p. 170-171. t. 8

Enfin Calvin et Bolsec se trouvent en face l'un de l'autre et vont faire valoir leurs arguments devant le Conseil. D'après le compte-rendu de cette séance (27 octobre) il est certain que cette discussion a laissé les magistrats dans une indécision assez grande : « Est esté arrete que d'ung costé et d'aulture qu'il escripvent leurs aires et réponses, et cela soit porté en conseil aux esglises crestiennes. » Il est donc évident que ces « Messieurs » ne se trouvent pas compétents et n'ont pas une confiance excessive dans leurs ministres. Ils demandent à être éclairés sur une question, qu'au fond ils ignorent.

En attendant les réponses des églises consultées, le procès suit son cours — et durant six jours les témoins sont entendus — Bolsec se voit refuser à deux reprises différentes, sa liberté provisoire, réclamée « pour visiter certains livres desquels il n'a la commodité en prison ».

La controverse cependant continue, Bolsec accuse Calvin d'admettre que « Dieu contrainct les hommes à pécher ou qu'il les nécessite sans conctrainte ». « Les réprouvés ne font que ce que Dieu ordonne, ce pourquoi ils sont créés. » Et « puisque la volonté de Dieu est la substancé de Dieu mesme, et quelle est la cause des péchez que font les hommes, ne s'en suyt-il pas que Dieu est cause et auctheur des péchez ».

Une telle conclusion ne peut que soulever l'indignation de Calvin. Aussi répond-il vertement : « Il me calomnie faulsement disant que iay escrit que Dieu nécessite les hommes à péché. Ce n'est point mon langage, mais un gergon de moynes duquel iamais ie n'usay. Trop bien ay dict que la volonté de Dieu comme cause suprême est la nécessité de toutes choses ; mais n'est pas une tyrannie ny un plaisir sans raison, mais plus tost que c'est la vraye reigle de tout bien. Les hommes ne sont point contraincts à bien faire ne à mal, mais que ceux qui font bien le font d'une franche volonté que Dieu leur donne par son saint esperit. Ceux qui font le mal le font de leur volonté qui est corrompue et mauvaise. »

Calvin se place au point de vue de l'activité divine : Dieu donne la foi. Bolsec se place au point de vue de l'activité humaine : l'homme est libre et peut acquérir la foi.

Voilà donc deux opinions fort opposées, et toutes deux se disant scripturaires.

On comprend l'embarras des Conseils. Ils suivirent en cette occasion la loi commune, ne sachant lequel entendre, ils se retranchèrent derrière l'avis du grand nombre. La doctrine acceptée par les églises sera reconnue la seule vraie.

Les ministres de Genève avaient pris le soin de prévenir les villes de Bâle, Zurich et Berne. A chacune, ils avaient envoyé une lettre où Bolsec était présenté sous les couleurs les plus sombres et traité de fort méchante manière.

« Pour nous, nous désirons que cette Eglise soit purgée de cette peste... n'hésitez pas à venir par votre signature au secours de la doctrine de Christ mise en péril par les sacrilèges de ce forcené. »

Que répondirent-elles ?

Berne fait entendre des paroles pleines de modération et de sagesse. « Nous pensons qu'il faut prendre garde de traiter avec une trop grande sévérité ceux qui se trompent, de peur que tandis que nous recherchons outre mesure la pureté du dogme, nous nous écartions de la règle de l'esprit du Seigneur, c'est-à-dire de la charité fraternelle qui nous rend disciple du Christ. » Cette réponse des ministres montre une largeur d'esprit exceptionnelle pour l'époque ; le gouvernement bernois se prononce également contre « une punition de corps ou de vie », et conseille de le ramener, non par rigueur, mais par « fraternelles et chrestiennes admonitions ».

Zurich laisse comprendre que Bolsec ne peut être regardé comme un grand coupable : « Il a dépassé la juste mesure. Mais, vous aussi frères, vous nous paraissez avoir manqué de modération et vous vous êtes exprimés avec bien de l'aigreur dans la lettre

que vous nous avez adressée. » Du reste Bolsec leur est inconnu, et ils se déclarent incompetents dans cette affaire.

Bâle se lamente de ce que Satan sème la division dans les églises. Heureusement elle a été instruite dans la vraie parole de Dieu et ne partagera pas les erreurs de ce Jérôme. » C'est un sophiste entaché d'hérésie.

Neufchâtel n'avait pas été officiellement consulté, il jugea bon cependant de donner son avis, en des termes qui peuvent être taxés de virulents. « Bon Dieu, combien de traîtres Judas a connus cette église de Genève!... Il a paru bon à Satan et à ses acolytes de choisir un instrument très approprié pour se perdre et perdre les autres avec lui, à savoir Jérôme personnage profane des pieds à la tête, qui se vautre dans les choses sacrées comme un porc immonde fouillant le sol avec son groin impur. Une aussi odieuse impiété ne peut être tolérée d'aucune façon¹. »

Les magistrats avaient décidé dans leur séance du 11 décembre, de « communiquer les réponses aux prescheurs et dempuys au dict Hieronyme Bolset. » La mesure était de toute justice. Elle déplut cependant aux ministres, ils jugeaient probablement les opinions, diverses, émises par les villes suisses, encore trop favorables à leur adversaire. Voici d'ailleurs l'arrêté du 14 décembre qui relate la chose : « Icy les ministres par l'organe de M. Calvin en présence de M^e Abel, hont remercie que l'on leur aye communiqué les réponses des esglises, puy hont fait plusieurs remontrances qu'elles ne doibvent estre communiquées au dict Hieronyme pour ne desplaire aux ministres. » Le conseil, par équité, ou simplement pour faire sentir aux « prescheurs » qu'il était le maître, ne tint aucun compte de ce désir et transmit au prisonnier les différentes lettres.

¹ Cette lettre n'est point dans les actes du procès. Mais dans les registres de la compagnie des pasteurs.

Le résultat de cette enquête ne répondit pas en somme à l'attente des ministres. Les églises consultées ne montrent pas la sévérité demandée. Elles recommandent toutes, sauf Neufchâtel dont l'opinion est officieuse, une certaine clémence dans la peine. Bolsec le comprit et déclara « qu'il se tient à ce que les églises hont escript ». Mais il ne se rétracte pas.

Malgré l'intervention de M. de Falais, son ancien protecteur, il fut condamné.

Nous remarquons une nuance entre le jugement rendu le 22 décembre et la sentence prononcée le lendemain: Dans le premier il est condamné « à cause des scandalles et parolles scandalleuses, aussi qu'il az medict et parlé en la congregation et ailleurs des ministres de ceste cité et a voutu soubtenir qu'ilz preschoyent faulse doctrine... à cause du trouble qui porroit estre fait en l'eglisse de nostre Seigneur ». Bolsec est donc considéré comme un promoteur de désordre, un perturbateur de la tranquillité publique.

Au contraire dans la sentence: s'il mérite un châtiment c'est parce qu'il est un impie, un hérétique, les termes sont d'une clarté qui ne laisse aucun doute:

« ... Nous appert toy Hiéronyme Borset sestre trop audacieusement levé en la sainte congregation de nos ministres, et y avoir proposé opinion faulse et contre les saintes escriptures et la pure religion evangelicque et que combien que souventeffois te soist esté remonstré par les saintes escriptures et par l'advis des eglisses, tadicte opinion estre faulse et toy estre par les saintes escriptures convaincu. Pour cela tu ne l'as voulu confesser mais en demeure en ton obstination cas digne de grieve punition corporelle. »

Pourquoi une telle différence? Nous n'avons pas de documents qui nous permettent de résoudre historiquement cette question. Mais il est possible, d'après la conduite des ministres qui s'acharnèrent, on peut le dire, sur la personne de Bolsec, d'inférer le motif de ce changement.

Dans le premier jugement, les magistrats n'avaient retenu que l'accusation qui présentait Bolsec comme perturbateur et l'avaient châtié comme tel, et cependant il avait été arrêté sous l'inculpation d'hérésie, à la demande de Calvin et de ses collègues. Une chose ressortait donc évidente. Si l'arrêt laissait de côté le crime d'impiété, c'est que les conseils n'étaient pas d'accord sur le point controversé.

Malgré les preuves et les affirmations apportées par les ministres, ces messieurs qui avaient avoué que « les choses auxquelles ilz parlent et disputent sont grandes et difficiles », refusaient par ce silence à prêter à la doctrine calviniste de la prédestination l'autorité absolue d'une doctrine entièrement conforme à la parole de Dieu. Un doute planait sur l'infailibilité de l'interprétation de Calvin. C'était un échec non seulement pour le réformateur mais pour l'honneur de Dieu. Les Genevois avaient juré de suivre la loi évangélique, et malgré les démonstrations de Calvin, il n'étaient pas certains de la fausseté des enseignements de Bolsec. Il est probable alors que ces messieurs devant les « admonestations » des ministres leur donnèrent la légère satisfaction de modifier la forme du jugement, et le condamnèrent pour avoir « proposé opinion faulse contre la pure religion évangélique ».

La peine resta la même : le bannissement à perpétuité.

Quelle a été l'attitude du pouvoir civil durant toute cette affaire? — Fort indécise. Mais l'on sent cependant une résistance sourde aux menées des ministres. Est-ce parce que le crime imputé à Bolsec ne paraissait pas d'une gravité si grande, ou simplement pour arrêter les tendances envahissantes du pouvoir ecclésiastique? Dans tous les cas la condamnation s'imposait. Elle est la conséquence logique du principe théocratique.

La Bible interprétée par Calvin et les ministres, voilà la norme — toute infraction, tant dans les actes que dans les pensées, sera sévèrement punie. Aucun écart n'est toléré — l'honneur de Dieu en

dépend — et, chose curieuse, dans le régime politique admis à Genève, le magistrat s'étant réservé le droit de statuer en dernier ressort, et d'infliger les peines corporelles, ce sera toujours lui qui jugera les procès de doctrine, où en somme il est incompétent. Il se croit libre, et, en réalité, il est soumis au pouvoir ecclésiastique, dont il est obligé de suivre les avis, s'il veut obéir à la « sainte loy de Dieu ».

Bolsec, lors de son expulsion, se retira sur les bords du lac Léman, à Thonon. Nous ne le suivrons pas dans sa vie. Les persécutions qu'il avait eu à subir à Genève, firent naître en lui une haine profonde contre la personne de Calvin. Il se vengea en publiant à Lyon en 1577 une « Histoire de la vie, mœurs, actes, doctrines, constance et mort de Jean Calvin, jadis ministre de Genève ». Cet ouvrage, écrit dans l'intention de l'auteur « pour obvier et refuter les mensonges dudit Beze », n'a aucune valeur historique. Bolsec présente Calvin comme un « homme entre tous outrecuydé, arrogant, cruel, maling, vindicatif et surtout ignorant ». Il l'accuse même d'avoir eu des mœurs impures, et d'avoir signé un pacte avec Satan.

Tout ce que la calomnie a pu inventer de grossier et d'infâme, nous le trouvons dans les cent cinquante pages de l'écrit de Bolsec. En nous plaçant au point de vue de la justice, sa condamnation a pu nous paraître arbitraire : il n'en reste pas moins un assez triste personnage peu digne d'intérêt.

CHAPITRE IV

SERVET¹

Nous avons pu constater par le procès de Bolsec où conduisait logiquement le principe théocratique calviniste : à la négation du droit de penser. Bolsec avait eu la prétention de discuter le dogme de la prédestination, il s'en alla en exil. Servet, lui se montra plus aventureux ; il nia certaines doctrines admises par la chrétienté entière. Aussi expia-t-il son audace sur le bûcher. Le châtement paraît peut-être sévère. Quelles sont les causes qui l'ont motivé ?

« Le 13 d'aoust an que dessus, Michel Servetus aiant esté recogneu par quelques frères, il fut trouvé bon de l'emprisonner affin qu'il n'injectât plus le monde de ses blasphemes et hérésies. » Voilà la mention de l'arrestation de Servet que nous trouvons dans le registre de la compagnie des pasteurs. Il était connu comme un incorrigible hérétique, car il avait eu une correspondance avec Calvin, qu'il voulait convertir à ses idées. Il venait d'ailleurs de s'évader, quelques semaines auparavant, des prisons de Vienne où l'inquisition l'avait condamné « à estre brûlé tout vifz a petit feu, tellement que son corps soit mis en cendre ».

¹ Nous ne donnerons pas de détails sur la vie de Servet avant son arrivée à Genève, ce n'est pas dans notre sujet. Nous raconterons son procès, en nous appuyant seulement sur les actes et les différentes pièces de cette affaire, recueillis par Baum et Cunitz dans le 8^e livre, des *Opera Calvini*. Disons cependant que Servet naquit en 1511, le 29 septembre, à Fridela, sur les bords de l'Ebre, au sud du royaume de Navarre ; esprit très ouvert, il fut géographe, médecin et théologien, et avant d'échouer à Genève il erra à travers toutes les villes d'Europe. Il fut brûlé le 27 octobre 1553.

Que venait-il donc faire à Genève où il pouvait être certain de ne pas recevoir un accueil sympathique¹. Les suppositions sont nombreuses, mais difficiles à contrôler. Il est préférable de s'en tenir à la déclaration de Calvin écrivant à Farel, le 20 août : « On ne sait pas dans quelle intention il est venu. »

Dans tous les cas, il est hors de doute que les poursuites exercées contre lui sont dues à l'initiative de Calvin. Il le déclare lui-même : « Je ne dissimule point que ça este à mon advis qu'il a esté apprehendé en ceste cité pour rendre compte de ses malefices. »

Mais, suivant les lois de la cité, l'accusateur était obligé de se constituer prisonnier avec l'accusé. Ce fut un réfugié français, Nicolas de La Fontaine qui joua ce rôle².

Le premier interrogatoire eut lieu le 15 août, en présence de Pierre Tissot, faisant fonction de procureur de l'Etat dans les causes criminelles. Nombreuses sont les accusations portées contre Servet. Calvin les avait réunies en trente-neuf articles, mais elles peuvent se ramener à trois chefs principaux. Il attaque la trinité, car, dit-il, « cest faire ung Dieu party en trois et que cela est ung diable a trois testes comme le Cerberus que les poetes anciens ont appelé le chien d'enfer ung monstre ». Il déclare que les enfants « nont poinct de péché et qu'ilz n'ont que faire de redemption », par conséquent le baptême est « une invention diabolique, une faulseté infernale ». Enfin il a « diffamé M. Calvin par toutes les iniures et blasphèmes qu'il est possible d'inventer ». A cela, Servet répond qu'il ne comprend pas la trinité comme les « modernes, et qu'il la prent comment les premiers docteurs de l'église et apostres l'ont prys », qu'on ne commet

¹ Il avait été condamné à Vienne en partie à cause des lettres secrètes qu'il avait écrites à Calvin et que Frie avait fait parvenir à l'inquisiteur Matthieu Ory. Quel rôle Calvin joua-t-il dans l'affaire de Vienne ? Cela est difficile à dire, dans tous les cas il considérait Servet comme dangereux.

² *Nicolaus meus, ad capitale judicium, poenæ talionis se offerens, impsum vocavit*, Calv. à Farel. — 20 août 1553.

point de péché mortel jusqu'à vingt ans, et « que ce qu'il a escript contre Calvin, n'a point esté à l'intention de l'iniurier », mais pour lui montrer ses erreurs en s'appuyant sur les écritures.

Calvin, attaqué directement par Servet, demande aux conseils l'autorisation d'assister aux audiences avec Nicolas de la Fontaine afin qu'il puisse « remontrer les erres et les passaiges pour prouver ». — On lui accorde la permission, — et, dans la séance du 17, il engage une vive discussion avec Servet. Il lui reproche, d'avoir écrit en marge d'une géographie de Ptolémée que la Palestine n'était pas un pays fertile, et lui démontre qu'une telle assertion est la négation la plus formelle de l'autorité de Moïse qui a prétendu le contraire. Servet ne se rend pas à cet argument. Devant une telle obstination, Calvin dût probablement perdre patience, ce qui nous explique les termes un peu vifs qui lui échappent dans sa Défensio : « Ce vilain chien, étant ainsi abattu par si vives raisons, ne fit que torcher son museau en disant : Passons outre, il n'y a point là de mal ¹. » Les accusateurs relevèrent aussi, une note trouvée dans une Bible latine publiée à Lyon, par Servet, d'après laquelle la prophétie Esaïe 33 s'appliquait à Cyrus, et non au Christ.

Il est donc suffisamment prouvé que Servet ne peut être qu'un hérétique et un impie, « ayant faulse doctrine. » Il est donc coupable ; quelle punition mérite-il ? Calvin dans sa *Réfutation* prétend que si Servet s'était rétracté, il aurait été rendu à la liberté. — Il se peut — nous n'avons aucune raison de douter de ces paroles — mais le 20 août il écrivait à Farel. « J'espère bien que la peine capitale sera prononcée contre lui. Je désire cependant qu'on adoucisse pour lui l'horreur du supplice. »

Pourquoi une sévérité si grande ? Calvin, nous l'avons vu dans les procès d'Ameaux, Gruet et Bolsec, n'exerce aucune vengeance personnelle. En cette circonstance, comme dans les précédentes, il

¹ *Opera Calv.* Defensio, t. 8, p. 497.

ne fait qu'obéir à ce qu'il croit un devoir. Par ses doctrines Servet a outragé l'honneur de Dieu, et a essayé d'arrêter dans l'état l'œuvre du pur Evangile, c'est donc un homme dangereux qu'il est bon de retrancher de la société. Les magistrats ne peuvent penser autrement ayant admis le principe théocratique calviniste, et ils reconnaissent que « le cas emporte beaucoup au fait de la crétienté ». Cependant, ils ne hâtent pas de prononcer une sentence de culpabilité. Les dernières élections municipales, n'ayant pas été très favorables pour Calvin, les deux pouvoirs entretiennent des rapports quelque peu tendus, et, condamner Servet, c'est admettre l'autorité spirituelle des ministres. La puissance civile tient à garder l'apparence de la suprématie, en prenant une décision qui n'ait pas l'air d'être inspirée par les « prescheurs ». Voilà l'unique raison qui pousse les magistrats à demander des renseignements à Vienne et aux églises Suisses. Ils ne pouvaient ignorer le jugement des inquisiteurs français — et ils espéraient que les Suisses comme dans l'affaire Bolsec, se prononceraient pour une certaine indulgence. Dans ce cas, forts de l'avis des églises, ils résistaient à Calvin, sans se voir soupçonnés d'attenter à l'honneur de Dieu. Dans le cas contraire, ils condamnaient mais sans obéir au réformateur. — Servet change de tactique : il envoie à ces messieurs une requête, dans laquelle il déclare : « que c'est une nouvelle invention ignorée des apostres et disciples et de l'église ancienne de faire partie criminelle pour les doctrines ». Il s'appuie sur les chapitres 18 et 19 des Actes des Apôtres, et les édits de Constantin relatifs aux hérésies. Il proteste avoir jamais été, « sédicien ni perturbateur » et laisse entendre que les magistrats ne peuvent être juges de ses opinions théologiques, « car les questions que lui tracte sont difficiles et seulement dirigées à gens sçavants ».

Cette lettre était maladroite — car elle faisait sentir au Conseil son incompétence, incompétence dont il se rendait compte mais qu'il n'aurait jamais con-

senti à avouer. — Aussi répond-il que son office est de protéger la religion chrétienne et qu'il la défendra contre les impies — et il charge le procureur général Rigot d'instruire l'affaire.

Avec une grande habileté, celui-ci fait dévier l'accusation. Il laisse dans l'ombre les erreurs dogmatiques, que Servet ne veut pas rétracter, et ne met en lumière que leurs conséquences sociales. — « Sa doctrine, mettroit la crétienté en grand trouble et donneroit l'occasion à la ieunesse de se desborder en toute palhairdises, adultères et aultres crimes que peuvent commettre les jeunes gens, combien qu'ilz n'ayent passé vingt ans: attendu qu'il dict qu'ilz ne peuvent pécher et ne doibvsnt estre punys davant tel aage de vingt ans. » — Le Conseil se sent sur un terrain solide : L'hérétique dans les idées du temps, n'est qu'un anarchiste troublant l'ordre social. Servet n'est plus qu'un criminel de droit commun, il tombe sous le coup des lois civiles, et les magistrats dans leur jugement, n'auront pas à se laisser influencer par les ministres.

Le Conseil avait demandé, on le sait des renseignements à Vienne. Les autorités de cette ville lui envoient une copie de la sentence rendue contre Servet, en lui priant de leur « fere plaisir très agréable renvoyant le dict Villeneuve. (Servet) ». Les magistrats s'étaient toujours arrogé le droit de juger quiconque se trouvait sur le territoire genevois, il fut décidé dans la séance du 31 août, « que soit escript une lettre gracieuse comme nous ne le pouvons rendre, mes qui en sera faicte bonne justice ». Servet restait donc entre les mains du pouvoir civil.

Le 1^{er} septembre eut lieu une nouvelle entrevue entre Servet et Calvin. Ces « messieurs » leur demandèrent: qu'ils mettent en latin leurs réponses et leurs preuves, pource que seroit trop long d'ouyr icy le discours et que ce seroit chose trop confuse.» Après de telles paroles, il serait malaisé de prétendre que les magistrats de Genève aient eu un grand amour pour les discussions théologiques.

M. Roget, prétend, que les membres du Conseil

opposé à Calvin virent avec plaisir le débat rendu ainsi public, parcequ'il présentait l'avantage de montrer le chef impérieux de l'Eglise tenu en échec par un controversiste instruit et plein de verve¹. Ce n'est qu'une probabilité. D'ailleurs, les mécontents pouvaient se réjouir ; une décision du Conseil annulant une ordonnance du consistoire, menaçait d'affaiblir l'autorité spirituelle des ministres. Voici les faits, tels que Calvin les raconte dans une lettre à Viret².

« Berthelier, s'étant plaint six mois auparavant, d'avoir été déclaré indigne de la Cène, nous fumes appelés devant le Conseil. Ce corps ayant déclaré qu'il avait été excommunié avec raison, ce mauvais sujet se tint tranquille jusqu'à ce jour. Mais craignant de laisser échapper le temps du syndicat de Perrin, sans tenir compte du Consistoire il entreprit de se faire réintégrer dans la communion des fidèles par le Conseil. Appelé de nouveau, je montrai que sa demande ne pouvait être accordée sans saper les fondements de la discipline ecclésiastique. On lui accorda cependant en mon absence, et sans entendre le Consistoire l'autorisation de recevoir la Cène. D'où vous pouvez voir qu'on tolère mon ministère qu'à condition que je laisse fouler aux pieds l'autorité de Christ et que j'offre la Cène à des contempteurs manifestes qui ne font aucun cas des ministres. Ah ! mieux vaudrait cent fois mourir que d'exposer Christ à des outrages aussi révoltants ! » Le Conseil affirmait donc son droit d'empiéter sur les attributions du pouvoir religieux. Ce droit, le maintiendrait-il ! La ferme attitude de Calvin, en imposa. On savait par expérience, qu'il partirait plutôt que de céder, et sans lui, comment suivre la loi évangélique : l'autorité civile recourut alors à un moyen terme et déclara « qu'on se tient à l'arrêt sur ce fait, mais que Berthelier sera admonesté en particulier de s'abstenir de recevoir la Cène pour le présent ». Le pouvoir religieux restait victorieux.

¹ Roget, t. IV, p. 63.

² *Opp. Calv.* t. 14, p. 606.

Servet dans sa prison apprit l'opposition qui se manifestait contre son adversaire. Il crut que le Conseil se montrerait favorable à son égard et il lui adresse une nouvelle requête où il demande instamment d'« abrégier ces grandes dilations ou de le mettre hors la criminalité ». (15 septembre).

Il fallait en finir. Le Conseil le comprit et prit le parti d'exécuter l'arrêté du 21 août. Il fait parvenir aux différentes églises suisses les questions controversées afin qu'elles donnent leur « bon avis ». Il envoie deux lettres à chacun des cantons évangéliques, l'une aux ministres, l'autre aux conseils. Servet, disent-elles, « s'est ingéré à composer, escrire et faire imprimer des livres sur la sainte Escripiture contenans grandz et infiniz passages que pretendons n'estre receptables selon Dieu et la sainte doctrine évangélique ». Le magistrat Genevois est donc conscient de sa responsabilité, comme défenseur de la vraie religion et il entend remplir son devoir ; seulement ne voulant pas avoir l'air d'obéir à Calvin, il demande une consultation officielle à des ministres qu'il sait « persister toujours en ceste bonne et sainte volonté d'avancer et maintenir la parolle de Dieu ».

Le 22 septembre, Servet attaque violemment Calvin et déclare « qu'il y a quatre grandes et infaillibles raisons par lesquelles il¹ doybt estre condamné. La première est pour ce que là matière de la doctrine nest poinct subjecte à accusation criminelle... — La seconde raison est pour ce qu'il est faulx accusateur... — La tierse est que par frivoles et calomnieuses raisons il veult opprimer la vérité de Jésus-Christ... — La quatriesme raison est que en grande partie il ensuyt la doctrine de Simon le Magus... Il doybt non seulement estre condamné, mais deschacé de vostre ville et son bien doybt estre adiuge à moy ». Ce n'est pas là l'attitude d'un accusé. Es-

¹ Calvin.

pérait-il donc un acquittement ? Il ne lui fut pas répondu.

D'ailleurs les réponses des églises suisses arrivèrent le 19 octobre et avec elles une condamnation.

Zurich voit dans les attaques que Servet dirige contre la trinité un « horrible blasphème ». « Nous estimons qu'il est nécessaire de déployer contre lui une grande vigueur, d'autant plus que nos églises sont décriées au loin, comme si elles étaient hérétiques ou couvraient les hérétiques de leur protection. » Mais quelle punition infliger ? Cette question ne regarde que les Genevois, seulement qu'ils agissent avec prudence.

Berne s'émeut des erreurs dangereuses de l'accusé et prie Genève de « préserver aussi bien son église que toutes les églises de ceste peste, et que vous ne fassiez rien pourtant qui ne convienne à un magistrat chrétien ».

Schaffouse écrit : « Nous ne doutons pas qu'avec la prudence qui vous caractérise vous ne reprouviez les entreprises de cet homme, de peur que ses blasphèmes comme un chancre dévorent les membres de Christ. »

Enfin Bâle demande qu'on essaie de « guérir » cet hérétique qui « est un composé des impiétés d'Arius, Marcion, Sabellius, Photius, Manes et Peslages ». S'il est incurable qu'il soit « réprimé de telle manière qu'il ne puisse désormais causer aucun tort à l'église du Christ ».

Les cantons suisses ne demandèrent donc pas la mort de Servet, comme l'ont prétendu quelques historiens. Ils laissent cependant entendre nettement qu'ils approuveront sans réserve les résolutions prises par les magistrats genevois, et leurs lettres, il faut le reconnaître, révèlent le peu de sympathie qu'ils éprouvent pour la personne de l'accusé. Ils avaient montré une bienveillance plus grande à l'égard de Bolsec. Leur attitude est facile à compren-

dre. Servet n'attaque pas comme Bolsec une opinion particulière à Calvin, mais les fondements mêmes de l'Eglise. Les réformés pour s'être affranchis de la domination du clergé romain n'en professent pas moins certaines doctrines admises par les catholiques et comprennent de la même manière, la trinité, la divinité de Christ, le baptême des enfants. Ne pas combattre les idées et la personne de Servet, cela aurait été, dans l'esprit de l'époque, faire cause commune avec lui et partager ses hérésies. Le magistrat, qui avait juré de faire respecter la loi de Dieu, était donc moralement obligé de prononcer une condamnation. Le 27 octobre, le Conseil réuni en séance, déclare que « pour avoir tacher de faire schisme et trouble en l'église de Dieu..... Toy Michel Servet debvoir estre lié et mené au lieu de Champel et la debvoir estre a ung pilotis attaché et bruslé tout vifz avec ton livre tout-escript de ta main que imprimé, iusques à ce que ton corps soit réduit en cendre ».

Servet mourut avec fermeté en invoquant le Christ.

Devant l'histoire, sur qui retombe la responsabilité de cette mort ?

Sur Calvin qui a demandé l'arrestation de Servet, ou sur les magistrats qui l'ont envoyé au bûcher ? Ils étaient sincères dans leur intolérance. Mais la sincérité diminue-t-elle toute responsabilité ? Leur seule excuse est de ne pas avoir obéi à des passions ou à des rancunes, mais à une idée qui dominait leur esprit : faire respecter ce qu'ils croyaient l'honneur de Dieu. La condamnation de Servet, est la conséquence logique du principe théocratique de l'église catholique du moyen-âge, admis dans la cité réformée sous une forme nouvelle.

Ameaux, Gruet, Bolsec et Servet ne sont pas les victimes de Calvin, mais d'une organisation sociale qui ne respecte ni les droits ni la liberté de l'individu.

CONCLUSION

Un Etat chrétien, voilà le rêve que Calvin avait essayé de réaliser. Nous avons exposé la théorie du réformateur et raconté avec impartialité les événements que suscitérent l'application de son système théocratique à la société genevoise. Il nous reste à déterminer les idées que Calvin a empruntées à son époque. Ce sera notre conclusion.

Calvin croit à l'origine divine de l'Etat : par conséquent les gouvernants magistrats, princes ou seigneurs, qui dans l'état, représentent la puissance effective, tiennent leur puissance de Dieu même. Ils sont les éducateurs du peuple et ont pour mission de faire régner et respecter la loi de Dieu. La tâche est difficile, car l'homme naturellement enclin au mal, ne cherche qu'à satisfaire ses désirs et ses passions et se soucie fort peu de suivre dans sa conduite les préceptes divins. Agir avec énergie sera donc un devoir pour le magistrat. Il pourra employer tous les moyens pour réprimer les désordres. Si la douceur reste inefficace, Dieu non seulement tolère, mais ordonne la violence. Il ne faut permettre aucune infraction aux lois de l'Eternel.

Ces idées n'ont rien d'original. Calvin les a empruntées à son époque. Tous les états catholiques du moyen-âge faisaient dériver leur puissance de Dieu lui-même. Mais l'idée théocratique n'inspirait pas les actions des rois et des princes. Ils ne cherchaient pas à faire avancer le règne de Dieu dans l'Etat confié à leur juridiction. La raison en est simple. Pour le catholicisme, l'Etat est le fruit du péché. L'homme parfait ne peut s'attacher aux choses du monde; il les fuira et s'enfermera dans un cloître.

L'Eglise cependant ne pouvait imposer à tous les hommes son idéal ascétique. Elle admettait donc l'Etat par nécessité : il en est résulté deux morales, l'une pour les

saints et les élus, l'autre pour les laïques. On ne pouvait être chrétien dans le sens complet du mot et citoyen.

Il fallait choisir. Si le magistrat est chrétien, il ne peut s'occuper des affaires civiles, s'il s'en occupe il n'est pas chrétien. Calvin a supprimé cette distinction arbitraire. Tout citoyen est un sujet de Dieu; quelle que soit sa situation sociale, il doit obéir à la volonté divine. L'unité rétablie dans la conscience de l'homme se rétablira dans la société. L'Eglise et l'Etat, tout en gardant leur indépendance, uniront leurs efforts pour tendre à la même fin : établir le règne de Dieu. Les ordonnances garantiront aux ministres la liberté de l'enseignement en condamnant toute immixtion du pouvoir politique en matière spirituelle. Les ministres obéiront aux magistrats mais sous la réserve qu'ils ne donneront pas des ordres contraires à la parole divine. D'un autre côté la puissance effective n'appartiendra qu'à l'état; l'église ne peut user que de « l'épée de la parole de Dieu. » Et cependant l'union des deux pouvoirs n'en est pas moins intime, parce que tous deux restent dominés par la même autorité, celle de Dieu. Il y aura donc divergence dans les moyens, mais unité dans le but poursuivi. L'église enseigne, éduque, conseille, l'état veille, maintient l'ordre et la discipline, inflige les peines.

Voilà la conception originale de Calvin, elle est une conséquence directe du principe de la Réforme. En rejetant la hiérarchie pontificale, Calvin avait essayé d'abattre toute barrière entre l'homme et Dieu. Il a déplacé l'autorité, elle ne réside plus dans une organisation ecclésiastique, mais en Dieu seul. C'est le principe fondamental de sa théologie, et son système théocratique en est l'application à la société. Mais l'homme est-il réellement en face de Dieu seul? Obéit-il librement aux ordonnances divines? Les faits nous ont montré dans quelle servitude se trouvaient les Genevois. Il ne pouvait en être autrement par la force même des choses. Calvin voulait organiser une société.

Tous les états du moyen-âge avaient pour fondement l'idée d'une autorité extérieure. Calvin n'a pas essayé de constituer la société genevoise sur une autre base. Il

n'aurait pas été compris par ses contemporains, et son œuvre aurait été vaine. Il lui fallait donc une autorité extérieure. Il l'a trouvée dans la Bible qui devint un recueil de décrets fixes et immuables. C'est un code juridique inflexible qui s'imposera aux consciences par la douceur ou la force. C'est ce qui explique l'intolérance de la théocratie calviniste.

Les idées sociales du réformateur n'en restent pas moins supérieures à celles du catholicisme du moyen-âge. Sont-elles l'idéal. Nous ne le pensons pas.

Vu :

Le Président de la soutenance,

E. VAUCHER.

Vu :

Le Doyen,

A. SABATIER.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE

SOURCES	3
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

La notion

Chapitre I. — Le gouvernement civil.....	9
Chapitre II. — Les magistrats.....	13
Chapitre III. — Les lois.....	20
Chapitre IV. — Le peuple.....	24

DEUXIÈME PARTIE

Les faits

Chapitre I. — Etablissement de la Théocratie à Genève.....	30
Chapitre II. — Castellion, Ameaux et Gruet..	45
Chapitre III. — Bolsec.....	52
Chapitre IV. — Servet.....	62
CONCLUSION.	71

CAHORS, IMPRIMERIE A. COUESLANT

